

REGISTRE PUBLIC D'ACCESSIBILITE



SOMMAIRE

Renseignements généraux

A1 Tenue du registre public d'accessibilité

A2 Renseignements sur l'établissement

1. Attestations d'accessibilité (établissement conforme sans travaux, fin de travaux neufs ou fin d'agenda d'accessibilité programmée)
2. Calendrier de mise en accessibilité de l'établissement issu de l'agenda d'accessibilité programmée
3. Bilan des travaux et autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de l'agenda (si durée de l'agenda > 3 ans)
4. Arrêtés préfectoraux accordant les dérogations aux règles d'accessibilité
5. Notices d'Accessibilité (en cas de travaux)
6. Document d'aide à l'accueil
7. Contrats de maintenance des équipements d'accessibilité
8. Description des formations et attestations de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées (ERP des catégories 1 à 4)
9. Documents spécifiques établissement de transport collectif (gares, aérogares...)

Renseignements généraux

A1 Tenue du registre public d'accessibilité

A2 Renseignements sur l'établissement

A1 Tenue du registre public d'accessibilité

La tenue du registre public d'accessibilité est rendue obligatoire par :

- 1) L'article L.111-7-3- code de la construction et de l'habitation
- 2) Le décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements et des installations ouvertes au public
- 3) L'arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité (l'article 3 précise que ce registre est consultable par le public sur place au principal point d'accueil accessible de l'établissement, éventuellement sous forme dématérialisée).

A2 Renseignements sur l'établissement

Raison sociale CC LYON LA PART DIEU
- Réseau Club Bouygues Telecom

Adresse de l'établissement CC 17 RUE DOCTEUR BOUCHUT

Tél : 04.37.42.21.35

Nature de l'activité Magasin de vente téléphonie

Adresse du siège social : RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM
« Le Technopôle »
13-15 rue du Maréchal Juin
92 360 MEUDON LA FORÊT

Tél : 01 95 10 75 10 99

Renseignements propres aux établissements recevant du public

Type : M

Catégorie : 5eme

Autorisation d'ouverture donnée le :

Renseignements propres aux immeubles de grande hauteur

Classe : Sans objet

Inscription au fichier départemental le : Sans objet

Information sur les prestations fournies dans l'établissement

Au moins une borne d'accueil et / ou caisse de paiement est adaptée aux PMR. Elles sont utilisables en position debout ou assis

1. Attestations d'accessibilité (établissement conforme sans travaux, fin de travaux neufs ou fin d'agenda d'accessibilité programmée)

REÇU 17 MAI 2017

Lyon, le 4 mai 2017

W

CENTRE COMMERCIAL PART-DIEU / OXYGENE
17 RUE DU DOCTEUR BOUCHUT
69003 LYON
MADAME VERONIQUE MARGERIE

Réf. ou dossier N° E003.01449 188
Affaire suivie par : A.ESTENNE
Tél. : 04 72 07 38 27

Objet :

Sous Commission Départementale de Sécurité du 15 mars 2017
Sous Commission Départementale d'Accessibilité

Madame la Directrice,

Vous m'avez soumis le dossier :

Aménagement intérieur AT 17 30080 de l'établissement :

CENTRE COMMERCIAL DE LA PART-DIEU - OXYGENE + PS (Dossier père)
BOUYGUES TELECOM (RESEAUX CLUB)
349 CCR PART DIEU
69003 LYON

Après avis Favorable (Presc.) de la Sous Commission Départementale de Sécurité, et après avis Tacite/Favorable (délai imparti dépassé) de la Sous Commission Départementale d'Accessibilité, j'autorise les travaux d'aménagement intérieur cités plus haut.

Cet avis est délivré du point de vue de la sécurité et de l'accessibilité et ne préjuge en rien des autres autorisations éventuellement nécessaires à l'ouverture ou à l'exploitation de l'établissement en fonction de la nature des activités qui s'y exercent (notamment autorisation de voirie, permis de construire, etc...)

Les observations énoncées dans le(s) rapport(s) ci-joint(s) doivent être prises en compte.

Cette décision sera exécutoire dès notification au responsable de l'établissement. Elle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivant sa notification.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Maire de Lyon,
L'Adjoint délégué à
La Sécurité, la Salubrité, la Tranquillité Publique,
les Occupations non commerciales du domaine
public,
les Déplacements et l'Éclairage Public,
Jean-Yves SECHERASSE

Pièces jointes : 1

IMPORTANT :

La loi du 11 février 2005 impose aux Etablissements Recevant du Public (ERP) d'être accessibles aux personnes handicapées. Il est toujours possible de se régulariser ; il convient donc de le faire dans les plus brefs délais.

QUE FAIRE ?

LES ERP NON CONFORMES doivent déposer ou envoyer un agenda d'accessibilité (Ad'Ap) auprès de la mairie. Les établissements non régularisés s'exposent à des sanctions.

LES ERP CONFORMES doivent se déclarer accessibles auprès de la mairie et de la préfecture.

Mairie :



PRÉFET DU RHÔNE

Service départemental-métropolitain
d'incendie et de secours

Lyon, le 15/03/2017

Direction de la prévention
et de l'organisation des secours
Groupement prévention des risques

Sous-commission
départementale des ERP-IGH

PROCES-VERBAL

destiné à

*M. le Maire de LYON
Direction de la Sécurité et de la Prévention
Mairie de Lyon
69205 LYON CEDEX 01*

ETABLISSEMENT

ERP N° : E38300040-229
80632

Etablissement : CCRPD Bout n°349 Réseau Club Bouygues
Tel

Type : M -
Catégorie : 1

Commune : LYON 3ème

Adresse :
69003 LYON 3ème

Exploitant : Mme Véronique MARGERIE

DOSSIER

N° Rapport : 2017-001255

Autorisation de Travaux
AT 383/17/080
Rénovation d'un point de vente Club Bouygues
Télécom

Préventionniste : Commandant PERRET
Christophe

Demandeur :
M. le Maire de LYON
Direction de la Sécurité et de la Prévention
Mairie de Lyon
69205 LYON CEDEX 01

Références

Rapport du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours n° 2017-001182.

Avis de la commission

Après présentation du rapport cité ci-dessus, la commission émet un avis favorable à l'autorisation de travaux.

La (les) prescription(s) mentionnée(s) au rapport devra (ont) être prise(s) en compte.

**PROCES-VERBAL
CERTIFIE CONFORME**

*Pour le Préfet,
le directeur départemental et métropolitain
des services d'incendie et de secours,
président de séance,*

Colonel Serge DELAIGUE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

106

PRÉFET DU RHÔNE

Service départemental-métropolitain
d'incendie et de secours

Lyon, le 15/02/2017

Direction de la prévention
et de l'organisation des secours
Groupement prévention des risques

Rapport destiné

à la

Sous-commission départementale de
sécurité pour les ERP et IGH

ERP N° : E38300040-229 80632	N° Rapport : 2017-001182
Désignation : CCRPD Bout n°349 Réseau Club Bouygues Tel	Dossier : Autorisation de Travaux AT 383/17/080 Rénovation d'un point de vente Club Bouygues Télécom
Type : M - Catégorie : 1	Préventionniste : Commandant PERRET Christophe
Commune : LYON 3ème	Demandeur : M. le Maire de LYON Direction de la Sécurité et de la Prévention Mairie de Lyon 69205 LYON CEDEX 01
Adresse : 69003 LYON 3ème	
Exploitant : Mme Véronique MARGERIE	

NOS RÉF. : CPe

PRESENTATION SOMMAIRE

Projet

Il concerne le réaménagement de la boutique n°349 d'une surface 129 m² dont 88 m² accessibles au public.

EFFECTIF ET CLASSEMENT

Avec un effectif total de 28 personnes dont 13 au titre du personnel, cet établissement intégré au CCRPD est classé de type M de 1^{ère} catégorie.

DOCUMENTS PRESENTES

- notice de sécurité du 01/08/2016 établie par le pétitionnaire et contrôlée par SOCOTEC
- Plans

PRESCRIPTIONS

1. Placer les organes de coupures à l'entrée de la boutique conformément aux articles EL 11 et CH34.
2. Réaliser les travaux conformément à l'article GN13 du règlement de sécurité. Les travaux effectués en présence du public ne doivent pas faire courir un danger quelconque à ce dernier ou apporter une gêne à son évacuation.
3. Transmettre par l'intermédiaire du responsable unique de sécurité à la commission de sécurité compétente, les rapports de vérifications techniques concluants à la conformité des locaux par rapport aux dispositions réglementaire, ceci avant la date d'ouverture envisagée.

Pour le directeur départemental et métropolitain
des services d'incendie et de secours, l'instructeur,


Commandant PERRET Christophe

2. Calendrier de mise en accessibilité de l'établissement issu de l'agenda d'accessibilité programmée



**Demande d'autorisation de construire, d'aménager
ou de modifier un établissement recevant du public (ERP)
Cette demande vaut également demande d'approbation
d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)**

pour un seul ERP sur une, deux ou trois années : Oui Non
Articles L. 111-8 et D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation

- Cadres 1 à 3** informations nécessaires à l'instruction de l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public
Cadre 4 informations nécessaires à la vérification de la conformité aux règles de sécurité et d'accessibilité en application de l'article R. 111-19-17, R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation
Cadre 5 Informations nécessaires à l'instruction des dérogations ou modalités particulières d'application des règles de sécurité ou d'accessibilité
Cadre 6 informations nécessaires à l'instruction de l'Agenda d'accessibilité programmée
Cadre 7 engagement du demandeur

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- vous souhaitez construire, aménager ou modifier un établissement recevant de public
 - et votre projet n'est soumis ni à un permis de construire ni à un permis d'aménager
 - et le cas échéant, demander l'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée (Ad'aP) pour la mise en accessibilité de votre établissement sur une, deux ou trois années
- Cette demande vous permet d'accomplir les formalités nécessaires**

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de l'autorisation

AT _____

Le cas échéant, n° de la déclaration préalable¹ effectuée au titre du code de l'urbanisme :

Date de dépôt en mairie : _____

1 - Identité du demandeur. Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et, dans le cas d'une co-signature par plusieurs personnes physiques ou morales d'une demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée, le chef de file du suivi du dossier
Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre ⁽²⁾

Vous êtes un particulier

Madame Monsieur

Nom : Prénom : Date de naissance : _____

Vous êtes une personne morale

Raison sociale et dénomination : **RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM**

N° Siret : **4 2 3 0 3 2 5 9 8 0 4 8 1 1**

Représentant de la personne morale : Madame Monsieur

Nom : **Alexandre** Prénom : **Luc** Date de naissance à défaut de N° Siret : _____

2 - Coordonnées des ou du demandeur(s) *Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre²*

Adresse Numéro : **13-21** Voie : **Avenue du Maréchal Juin**

Lieu-dit : **"Le Technopole"** Localité : **Meudon la Forêt cedex**

Code postal **9 2 3 6 6** BP _____ cedex _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

Téléphone fixe : **0 1 8 1 7 5 0 0 9 9** Portable : _____

Indicatif si pays étranger : _____ Courriel : **lualexan@rcbt.fr**

¹ Votre projet peut également être soumis au respect de la réglementation de l'urbanisme et nécessiter l'obtention d'une déclaration préalable notamment s'il entraîne un changement de destination du bâtiment, modifie des structures porteuses ou le volume d'une construction existante. Si une déclaration préalable est nécessaire, elle sera instruite en parallèle de la présente autorisation.

² Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessus. Une copie des décisions concernant les autorisations de travaux sera adressée aux autres demandeurs, lesquels seront co-titulaires de l'autorisation.

3 - Auteur du projet ou maître d'œuvre

Madame Monsieur Personne morale

Nom : Prénom :

Et/ou :

Raison sociale et dénomination de la personne morale, le cas échéant : **ARCANE CONCEPT**

N° Siret : **3 7 7 9 7 1 7 8 3 0 0 0 1 6**

Adresse Numéro : **99** Voie : **Quai de la Marne**

Lieu-dit : Localité : **Joinville le pont**

Code postal **9 4 3 4 5** BP cedex

Si le maître d'œuvre habite à l'étranger/ Pays : Pays : Division territoriale :

Téléphone fixe : **0 1 4 8 8 5 5 7 5 0** Téléphone portable : **0 6 7 6 0 5 8 5 1 9**

Indicatif si pays étranger : Courriel : **xavier.remond @ arcane-concept.com**

Je souhaite que les courriers de l'administration (autres que les décisions) lui soient adressés

4 - Le projet

4.1 - Adresse du terrain

Nom de l'établissement : **BOUYGUES TELECOM - Cellule 5C - Centre Commercial "La Part Dieu"**

Numéro : **17** Voie : **Rue du Dr Bouchut**

Lieu-dit : Localité : **LYON**

Code postal **6 9 4 3 1** BP cedex

N° de section(s) cadastrale(s) : N° de parcelle (s) :

4.2 - Activité

AVANT TRAVAUX, le cas échéant :

Activité principale exercée dans l'établissement (par étage(s)) :

magasin de vente de services de réseaux téléphoniques

.....

Activité(s) annexe(s) ou secondaire(s) (par étage(s)) :

.....

.....

Classement sécurité incendie de l'ERP :

(Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation)

1ère catégorie type M

.....

Identité de l'exploitant (s'il est connu au moment du projet) :

Réseau Club Bouygues Telecom

Mr Régis Van Brussel

13-21 avenue du Maréchal Juin 92190 Meudon la Forêt cedex

.....

APRÈS TRAVAUX :

Activité principale (par étage(s)) :

magasin de vente de services de réseaux téléphoniques

.....

Activité(s) annexe(s) (par étage(s)) :

.....

.....

Proposition de classement sécurité incendie de l'ERP :

(Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation)

1ère catégorie type M

.....

Identité de l'exploitant :

Réseau Club Bouygues Telecom

Mr Régis Van Brussel

13-21 avenue du Maréchal Juin 92190 Meudon la Forêt cedex

.....

Veuillez compléter sur papier libre, si nécessaire.

4.3 – Nature des travaux (*plusieurs cases possibles*)

- Construction neuve
 Travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité
 Extension
 Réhabilitation
 Travaux d'aménagement (remplacement de revêtements, rénovation électrique, création d'une rampe, par exemple)
 Création de volumes nouveaux dans des volumes existants (modification du cloisonnement, par exemple)

Surface de plancher avant travaux : 131 m² Surface de plancher après travaux : 131 m²

Modification des accès en façades

Le cas échéant, si toute présente demande ne vaut pas demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée, préciser si ces travaux mettent en œuvre des engagements d'un Ad'ap déposé antérieurement.

Oui : Ad'AP n° validé le :

Non

Cette demande fait l'objet d'une déclaration ou autorisation au titre du code de l'environnement (produits dangereux stockés ou utilisés) : Oui Non

4.4 – Effectif

Effectif maximum susceptible d'être admis même temporairement par niveau (suivant le calcul réglementaire défini par le règlement incendie) en indiquant les principaux locaux accessibles au public et les taux d'occupation

	Types de locaux (local / taux d'occupation)	Public	Personnel	TOTAL
Sous-sol				
Rez-de-chaussée				
1 ^{er} étage				
2 ^e étage	zone vente soit 1p/6m ²	15 personnes	13 personnes	28 personnes
3 ^e étage				
Effectif cumulé		15 personnes	13 personnes	28 personnes

Veillez joindre une note annexe si le projet le nécessite (nombre d'étages supérieur à 3, présence d'une mezzanines, etc)

4.5 - Stationnement

Stationnement couvert Parcs de stationnement intégrés ou isolés

Si parc existant, préciser son année de permis de construire (PC) initial :

	Avant réalisation du projet	Après réalisation du projet
Nombre de places de stationnement	suivant dispo du CC	suivant dispo du CC
Dont nombre de places réservées aux personnes handicapées	suivant dispo du CC	suivant dispo du CC

5 - Dérogations et/ou adaptations mineures**5.1 – Dérogations**

Ce projet comporte une demande de dérogation :

Au titre de la sécurité incendie (Article R.123-13 du CCH) : Nombre de dérogations demandées :

Chaque demande doit faire l'objet d'une fiche détaillée rédigée sur papier libre indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (référence article et libellé), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et leur justification (motivation et mesures compensatoires proposées)

Au titre de l'accessibilité (Article R. 111-19-10 du CCH) : Nombre de dérogations demandées :

Chaque demande doit faire l'objet d'une fiche détaillée rédigée sur papier libre indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (référence article et libellé), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et leur justification (motivation et mesures de substitution proposées pour les ERP exerçant une mission de service public)

5.2 – Modalités particulières d'application

Le projet présente des contraintes liées à la structure du bâtiment qui justifient des modalités d'application particulières telles que définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 IV du Code de la construction et de l'habitation

(veillez expliciter les adaptations prévues et les contraintes structurelles dont elles découlent)

Veillez joindre une note annexe si le projet le nécessite

.....

6 – Agenda d'accessibilité programmée

Ce projet comporte une demande d'Agenda d'accessibilité programmée sur une, deux ou trois années

Avez-vous antérieurement bénéficié d'une prorogation du délai de dépôt au titre d'une situation financière délicate ou suite à un refus d'un premier agenda? (Article L. 111-7-6 du code de la construction et de l'habitation)

Oui Non

Si oui, veuillez joindre l'arrêté préfectoral correspondant

6-1 Situation de votre établissement à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 du code de la construction et de l'habitation

(Parties de l'établissement accessibles, parties restant à mettre en accessibilité, dérogations obtenues...)

.....
 La boutique existante est déjà accessible et restera accessible après les travaux

Veuillez joindre une note annexe si le projet le nécessite

6-2 Chiffrage et calendrier détaillés de la mise en accessibilité de l'établissement

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement sont les travaux définis dans la notice descriptive d'accessibilité (Article R. 111-19-19 CCH, pièce n° 10 du bordereau de dépôt des pièces à joindre), ainsi que l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, etc., et les autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public (signalétique)

Actions de mise en accessibilité programmées	Date de début (semestre, mois, ...)	Date de fin (semestre, mois, ...)	Coût prévisionnel

Veuillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité.

Coût de la mise en accessibilité	
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Total	

7 - Engagement du ou des demandeur(s)

J'atteste avoir qualité pour demander cette autorisation :

Je (nous) soussigné(és), auteur(s) de la demande, certifie(ions) exacts les renseignements qui y sont contenus.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier et par les chapitres II et III du titre II du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment celles concernant l'accessibilité et la sécurité incendie et m'engage à respecter les règles du code de la construction et de l'habitation relatives à la solidité et à la sécurité des personnes.

à

Le :

Signature du (des) demandeur(s)

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :
 Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant lorsqu'ils ne portent pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et la possibilité de rectification sous réserve des procédures prévues au code général des impôts et au Livre des procédures fiscales. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.



Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un Etablissement recevant du public et à la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée le cas échéant

Veillez cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reporter le numéro correspondant sur la pièce jointe.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la commission de sécurité et d'accessibilité pourra lui demander des pièces complémentaires si la compréhension du projet le nécessite.

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> Imprimé de demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public et de demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée le cas échéant	1	4
<input type="checkbox"/> Plan de situation	2	4

1 - Dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles de sécurité incendie (Art. R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation)

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> Une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité et notamment : • les matériaux utilisés pour le gros œuvre, la décoration et les aménagements intérieurs • la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap	3	3
<input type="checkbox"/> Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir : • les conditions d'accessibilité des engins de secours • les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers • la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers	4	3
<input type="checkbox"/> Des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment, faisant apparaître notamment : • les largeurs des passages affectés à la circulation du public tels que les dégagements, escaliers, sorties • la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap • les caractéristiques des éventuels espaces d'attente sécurisés	5	3
<input type="checkbox"/> La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification	6	3

N. B : les documents de détail intéressant les installations techniques doivent pouvoir être fournis par le constructeur ou l'exploitant avant le début des travaux portant sur ces installations ; ils sont alors communiqués à la commission de sécurité

2 - Dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles d'accessibilité (Arrêté du 11 septembre 2007 DEVU0763039A) (PC 39 ou PA 50)

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> Plan côté dans les trois dimensions (longueur, largeur, hauteur), à une échelle adaptée, précisant : • les cheminements extérieurs (fonctions, largeurs, pentes, dévers, éclairage, solutions techniques pour assurer le guidage, le repérage, ...) • les raccordements (voirie/parties extérieures de l'établissement ; parties extérieures/parties intérieures du ou des bâtiments constituant l'établissement) • les circuits destinés aux piétons et aux véhicules (liaison accès au terrain/voie interne/places de stationnement adaptées/circulations piétonnes/entrée de l'établissement) • les espaces de manœuvre, de retournement et de repos extérieurs • les pentes des plans inclinés et les dévers de cheminement	7	3

<input type="checkbox"/> Plan côté dans les trois dimensions (longueur, largeur, hauteur), à une échelle adaptée, pour chaque niveau et pour chaque bâtiment précisant : <ul style="list-style-type: none"> • Les circulations intérieures horizontales et verticales (fonctions, largeurs, pentes, dévers ...) • Les aires de stationnement • Les locaux sanitaires destinés au public • Le sens d'ouverture des portes et leur espace de débattement • Les espaces d'usage, de manœuvre, de retournement et de repos intérieurs • L'emplacement des appareils sanitaires et leurs accessoires obligatoires • Les places de stationnements adaptées et réservées aux personnes handicapées et la mention du taux de ces places • Cas particuliers des ERP de 5^{ème} catégorie situés dans un cadre bâti existant et des IOP existantes : Délimitation de la partie de bâtiment accessible aux personnes handicapées et indications permettant de s'assurer que les prestations sont accessibles dans cette partie. 	8	3
<input type="checkbox"/> Plans avant travaux s'il s'agit d'un bâtiment existant	9	3
<input type="checkbox"/> Notice descriptive présentant les points suivants pour expliquer comment le projet prend en compte l'accessibilité (Art. R. 111-19-19 CCH) : <ul style="list-style-type: none"> • Dimensions des locaux ouverts aux usagers de l'établissement • Caractéristiques fonctionnelles et dimensionnelles des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public • Nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds • Traitement acoustique des espaces • Dispositif d'éclairage des parties communes et, le cas échéant, niveaux d'éclairage et moyens éventuels d'extinction progressive des luminaires <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation recevant du public assis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emplacements accessibles aux personnes en fauteuil roulant : nombre, taux par rapport au nombre total de places assises, localisation, cheminements permettant d'y accéder depuis l'entrée de l'établissement • Dans le cas d'un établissement recevant du public assis de plus de 1 000 places, l'arrêté municipal fixant le nombre d'emplacements accessibles <p>S'il s'agit d'un établissement disposant de locaux d'hébergement destinés au public</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eau et cabinets d'aisance accessibles aux personnes handicapées : taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total de chambres, localisation, répartition par catégorie, le cas échéant <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage ou des douches :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles aux personnes handicapées <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation comportant des caisses de paiement disposées en batterie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de caisses aménagées pour être accessibles aux personnes handicapées et leur localisation 	10	3
<input type="checkbox"/> Dans le cas d'un parking de plus de 500 places, couvert ou non, dépendant d'un établissement recevant du public ou d'une installation ouverte au public : Arrêté municipal prévu à l'article 3 de l'arrêté du 1 ^{er} août 2006 (NOR : SOCU0611478A) fixant le nombre de places de stationnement automobile adaptées et réservées	11	3
<input type="checkbox"/> La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification	12	3

3 - Dossier destiné à la vérification de la demande de validation de l'Ad'ap

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> Si le propriétaire ou l'exploitant de cet établissement est une collectivité territoriale ou un établissement public, la délibération de, respectivement, son organe délibérant ou son conseil d'administration l'autorisant à présenter la demande de validation de l'agenda	13	3
<input type="checkbox"/> Si le propriétaire ou l'exploitant de cet établissement est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale, les modalités de la politique d'accessibilité menée sur le territoire et tout particulièrement les concertations menées avec les représentants des commerçants sur les questions de voirie et d'accès de leurs établissements recevant du public	14	3
<input type="checkbox"/> Si des concertations ont été menées pendant l'élaboration de l'agenda avec les partenaires du projet, dont notamment les associations de personnes handicapées, les comptes-rendus des dites concertations	15	3
<input type="checkbox"/> En cas de co-signataires, les engagements financiers de chacun d'eux.	16	3



Récépissé de dépôt d'une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) assortie ou non une demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public assortie éventuellement d'une demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée.

Le délai d'instruction de votre dossier est de QUATRE MOIS.

Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier.

Dans ce cas, le délai d'instruction de quatre mois ne commencera à courir qu'à partir de la date de réception de la dernière pièce manquante (R. 111-19-22 et R. 111-19-36 du code de la construction et de l'habitation).

Si toutes les pièces manquantes n'ont pas été fournies dans le délai que l'administration vous aura accordé, votre demande sera automatiquement rejetée.

I. Décision sur la demande d'autorisation de construire, modifier ou aménager un établissement recevant du public

Votre **dossier est complet et ne comporte pas de demande de dérogation** aux règles de sécurité incendie ou aux règles d'accessibilité :

La décision relative à votre demande sera prise dans le délai de quatre mois. À défaut de décision expresse dans ce délai, l'autorisation de travaux est considérée comme accordée.

Votre **dossier est complet et comporte une demande de dérogation** aux règles de sécurité incendie :

- 1) la demande de dérogation **est accordée par arrêté de l'autorité compétente (articles R. 123-13 et R. 111-19-23 du code de la construction et de l'habitation)**. La décision relative à votre demande d'autorisation est prise dans le délai de quatre mois ou à défaut de décision expresse dans ce délai, l'autorisation de travaux est considérée comme accordée.
- 2) la demande de dérogation **est refusée par arrêté de l'autorité compétente (articles R. 123-13 et R. 111-19-23 du code de la construction et de l'habitation) ou, en l'absence de réponse, elle est considérée comme un refus de dérogation**. Dans un délai de quatre mois, votre demande est refusée par arrêté ou, en l'absence d'arrêté de refus, la décision est considérée comme un refus d'autorisation tacite.

Votre **dossier est complet et comporte une demande de dérogation** aux règles d'accessibilité :

- 1) la demande de dérogation **est accordée par arrêté du préfet (article R. 111-19-23 du code de la construction et de l'habitation), ou, en l'absence de réponse, pour les demandes de dérogation portant sur un établissement de 3^e, 4^e ou 5^e catégorie, elle est considérée comme une décision implicite d'acceptation**. La décision relative à votre demande d'autorisation est prise dans le délai de quatre mois ou à défaut de décision expresse dans ce délai, l'autorisation de travaux est considérée comme accordée.
- 2) la demande de dérogation **est refusée par arrêté du préfet (article R. 111-19-23 du code de la construction et de l'habitation) ou, en l'absence de réponse, pour les demandes de dérogation portant sur un établissement de 1^{er} ou 2^e catégorie, elle est considérée comme un refus de dérogation tacite**. Dans un délai de quatre mois, votre demande d'autorisation de travaux est refusée par arrêté ou, à défaut de décision expresse dans ce délai, la décision est considérée comme un refus d'autorisation.

II. Décision sur la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée

Si votre **dossier comporte une demande** d'approbation d'un Agenda d'Accessibilité Programmée la décision relative à cette demande est prise dans le délai de quatre mois ou à défaut de décision expresse dans ce délai, la demande est considérée comme accordée.

Cependant en cas de refus de la demande d'autorisation de construire, modifier ou aménager un ERP, la demande d'Agenda d'accessibilité programmée visée au I. est refusée.

En cas de refus de la demande d'approbation d'un Ad'ap, la décision précisera le délai qui vous est laissé pour présenter une nouvelle demande.

III. Autres procédures administratives

Par ailleurs, votre projet peut également être soumis au respect de la réglementation de l'urbanisme et **nécessiter l'obtention d'une déclaration préalable**, notamment s'il entraîne un changement de destination du bâtiment, modifie des structures porteuses ou le volume d'une construction existante. Si une déclaration préalable est nécessaire, elle sera instruite en parallèle de la présente autorisation.

(À remplir par la Mairie)

N° de l'autorisation AT

Le cas échéant n° de la demande effectuée au titre du code de l'urbanisme (décrit dans le code de l'urbanisme aux articles A423-1 et suivants) :

Identité et adresse du demandeur :

.....

.....

Date de dépôt de la demande :

Le projet est autorisé à défaut de réponse dans le délai de quatre mois sous réserve des dispositions exposées ci-dessus

Cachet de la mairie, date et signature :

Délais et voies de recours : Le délai de recours devant le tribunal administratif compétent est de deux mois à compter de la décision autorisant ou refusant l'autorisation ou, en cas de décision tacite, à compter de la date à laquelle la décision aurait dû être notifiée (dès lors que le dossier avait été complété).

reception fait

AVIS DE RECEPTION DE DOCUMENTS

**Objet : Réaménagement Club Bouygues Telecom coque 349
du Centre Commercial de la PART-DIEU**

VILLE DE LYON
Reçu le

U 3 FEV. 2017

E.R.P. et I.G.H.

LS 1449

A Lyon, 03 FEVRIER 2017

(À remplir par la Mairie)

N° de l'autorisation AT 0691231730080

Le cas échéant n° de la demande effectuée au titre du code de l'urbanisme (décrit dans le code de l'urbanisme aux articles A423-1 et suivants) : □□ □□ □□ □□ □□ □□ □□ □□ □□ □□

Identité et adresse du demandeur : E.C. PARODIEU pour Coque 349
17 rue du Docteur Bouchet Elis Bouygues Télécom
69003 Lyon
Mme PARBERIE

Date de dépôt de la demande : 03 02 2017

Le projet est autorisé à défaut de réponse dans le délai de quatre mois sous réserve des dispositions exposées ci-dessus

Cachet de la mairie, date et signature :

- 3 FEV. 2017

Mairie de Lyon
 DIRECTION SECURITE ET PREVENTION
 SECURITE CIVILE - ERP
 69205 LYON CEDEX 01

Délais et voies de recours : Le délai de recours devant le tribunal administratif compétent est de deux mois à compter de la décision autorisant ou refusant l'autorisation ou, en cas de décision tacite, à compter de la date à laquelle la décision aurait dû être notifiée (dès lors que le dossier avait été complété).



**NOTICE DESCRIPTIVE
DE SECURITE
ET D'ACCESSIBILITE
AUX PERSONNES HANDICAPEES**

Enseigne projetée : RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM

Enseigne actuelle : RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM

N°349

SYNDICAT DE COPROPRIETE

17, rue du Docteur Bouchut 69431 Lyon cedex 03 téléphone 04 72 60 60 60 fax 04 72 60 60 61

02/2009

OBJET	- modification de surface : extension	<input type="checkbox"/>	Réduction	<input type="checkbox"/>
	- changement : d'enseigne	<input type="checkbox"/>	d'activité	<input type="checkbox"/>
	- réaménagement	<input checked="" type="checkbox"/>		
	- autre :	/		

LOCAL	- N°	<input type="text" value="349"/>	Niveau	<input type="text" value="2"/>	type :	<input type="text" value="M"/>	1ère catégorie
				Ex niveau 3			
	- Pétitionnaire	<input type="text" value="RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM"/>					
	- Enseigne :	<input type="text" value="RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM"/>					
	- Ancienne appellation :	/					

	accessible au public	+	non accessible	+	réserve déportée	=	Total
SURFACE - Surface actuelle	<input type="text" value="/"/>		<input type="text" value="/"/>		<input type="text" value="/"/>		<input type="text" value="/"/>
- Surface future	<input type="text" value="87,61 m²"/>		<input type="text" value="41,29 m²"/>		<input type="text" value="/"/>		<input type="text" value="128,9 m²"/>

	Surface accessible au public	Taux d'occupation	Effectif public	+	Effectif personnel	=	Effectif total
EFFECTIF	<input type="text" value="87,61 m²"/>	<input type="text" value="1p/6m²"/>	<input type="text" value="15"/>		<input type="text" value="13"/>		<input type="text" value="28"/>
↳ S totale < 300 m²							
type M							
↳ S totale ≥ 300m²	<input type="text" value="/"/>	Niveau -1 (ex N0)	<input type="text" value="1p/3m²"/>				
		Niveau 0 (ex N1)	<input type="text" value="2p/3m²"/>				
		Niveau 1 (ex N2)	<input type="text" value="1p/3m²"/>				
		Niveau 2 (ex N3)	<input type="text" value="1p/6m²"/>				
		Niveau 3 (ex N4)	<input type="text" value="2p/3m²"/>				
				+	<input type="text" value=""/>	=	<input type="text" value=""/>
type	<input type="text" value="/"/>		<input type="text" value=""/>	+	<input type="text" value=""/>	=	<input type="text" value=""/>

Rappel de la réglementation : (à consulter auprès du Service de Sécurité du centre)

- Code de la construction et de l'habitation notamment les articles R123-1 à R123-55 ;
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique du 25/06/1980 modifié pour les dispositions générales et des 22/12/81 modifié (type M), 21/06/82 modifié (type N), 12/12/84 modifié (type L), 11/07/83 modifié (type P) pour les dispositions particulières ;
- Règlement particulier de sécurité du Centre Commercial (R.P.S.)

SECURITE DES PERSONNES

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)	
<u>SOLEMENT</u>	<u>EXPLOITATION</u>		Rappel surface exploitation 128,90 m²		
	- Structure	art. M 7/1 - art CO24	} Dispositions existantes inchangées dans le cadre des travaux d'aménagement de la cellule n°349.		
	- Cloison sur coursive	MO et C.F. 1 h 30			
	- Porte sur coursive	C.F. ½ h + FP			
	<u>RESERVE</u>			- Oui [Muraux du back office + Réserve 6,89 m ²]	
	* <u>Exploitation < 300 m² sans mezzanine</u>	art. M7 § 4			
	- cloison entre surface accessible au public et réserves	aucune résistance au feu		- Oui.	C
	- porte sur coursive	C.F. ½ h + FP		- Porte existante à 2 vantaux CF ½ h avec ferme-porte et sélecteur de fermeture. A défaut porte neuve à 2 vantaux CF ½ h avec ferme-porte et sélecteur de fermeture.	C
	- porte sur surface accessible au public	aucune résistance au feu		- Oui.	C
	* <u>Exploitation > 300 m², exploitation < 300 m² avec mezzanine et local déporté avec réserve</u>	art. M49 - art. CO28 RPS - Local à risques importants	/		
	- Enveloppe réserves	CF 2 h			
	- accès depuis coursive	SAS CF 2 h - bloc-portes PF ½ h + FP ou bloc-porte CF 1 h + FA (détection)			
	- porte sur surface accessible au public	CF 1 h + FA (détection)	/		
- détection incendie	haute et basse en cas de mezzanine, haute si pas de mezzanine	/			
<u>RESERVE APPROCHE</u>	art. M16 conditions : V < 500 m ³ l < 6 m S < ST/10	/			

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
	<u>AUTRES LOCAUX</u> - Exploitation < 300 m ² - Exploitation > 300 m ²	aucune résistance au feu (art. CO24 § 1.a) cloisons et portes PF ½ h (art. CO24 § 1.a)	- Espace locaux du personnel (back office ;[y compris espace vestiaire], réserve, bureau manager, WC personnel). /	C
DEGAGEMENTS	Type M * 1 ⇒ 19p : 1S/1UP 20 ⇒ 50p : 1S/2UP 50 ⇒ 100p : 2S/2UP 100 ⇒ 200p : 2S/3UP 200 ⇒ 300p : 2S/4UP 300 ⇒ 400p : 2S/5UP >400p : voir 25/06/1980 * <u>Effectif > 50 p</u> : 51 ⇒ 300p : 1 dégagement accessible hors mail 301 ⇒ 700p : 1 dégagement 2UP hors mail >701p : 2/3 des dégagements normaux hors mail Autres types : - Libre service avec ou sans chariots - Circulation intérieure - Portes Sur mail - Rideaux métalliques - Sur locaux inaccessibles au public - Visibilité signalisation - Marches ou escaliers	art. M11 – art.M RPS art. M9 et art. M10 art. M13 (circulations principales et secondaires) verrouillage en position ouverte commande inaccessible au public indication 'Interdit au public' ou 'Interdit au public / Sans issue' art. M14 art. CO35 - CO51 et M12	Rappel effectif personnes : 28 - Public : 1 baie libre totalisant plus de 2 unités de passage sur le mail. - Personnel : 1 dégagement indépendant d'une unité de passage sur coursière arrière. / / - Circulations d'au moins 0,90 m. / - Oui (commande à clé). - Signalétique "Interdit au public" prévue apposée au-dessus de la porte d'accès à l'espace locaux du personnel. Oui. /	C C C C C

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
<u>AMENAGE- MENTS INTERIEURS</u>	- Agencement principal mobilier	art. M15 et AM 15 (M3)	- Mobilier : Réaction au feu des éléments constitutifs M3 par nature (classements conventionnels), à défaut justification du classement de réaction au feu requis (M3 au moins) par procès-verbal. - Eléments verriers. - Eléments métalliques.	C C C
	- Revêtement mur	art. AM 3 (M2)	- Plaques de parement en plâtre + peinture.	C
	- Plafond suspendu	art. AM 4 (M1)	- Plaques de parement en plâtre + peinture. - Panneaux ou dalles amovibles sur ossature pour plafonds suspendus : Réaction au feu M1 au moins.	C C
	- Eléments translucides dans plafond	art. AM 5 25 % (M1)	/	
	- Revêtement de sol	art. AM 6 (M4 ou Dfl-s2)	- Revêtement de sol PVC : Réaction au feu M4 ou Dfl-s2 au moins. - Revêtement de sol carreaux céramiques.	C C
	- Podium - Estrades	art. AM 17 (M3)	/	
	- Eléments décoratifs	art. AM 9 et AM 10	/	
	- Tentures rideaux	art. AM 12 (M2)	- Rideaux vestiaires : Réaction au feu M2 au moins.	C
	- Sièges - Fauteuils	art. AM18	- Assises mobiles rembourrées : Respect des mêmes exigences que pour le mobilier (M3 au moins). A défaut respect des dispositions de l'article AM18.	C
	- Divers		/	
	- Enseigne	art. EC/EL M3 ou 650°C fil incandescent	- Enseigne existante conservée.	

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
<u>KIOSQUES</u>	- Détection de fumées si plafond plein avec intégration au SSI de catégorie A du Centre Commercial	RPS	/	
<u>DESENFUMAGE</u>	<p><u>Surface accessible au public < 300 m²</u></p> <p><u>Surface accessible au public > 300 m²</u></p> <p>- Ecran de cantonnement</p> <p>- naturel</p> <p>- mécanique</p> <p>- commande manuelle au CMSI, du SSI de catégorie A du Centre Commercial.</p>	- I.T. n° 246 + RPS - art. M 18 et M19	Sans objet : Surface accessible au public = 82,00 m ² .	C
<u>CHAUFFAGE</u> <u>VENTILATION</u> <u>CLIMATISATION</u>		art. M 21 + art. CH + arrêté du 23.6.78 (RPS)	Les installations éventuelles existantes modifiées et celles créées raccordées sur les installations du centre commercial seront réalisées en respectant les prescriptions des articles CH et M21.	C

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
<u>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</u>	- Eclairage normal	art. EL et EC	Les installations seront conformes au code du travail, à la norme NF C 15-100 et au règlement de sécurité du 25/06/80 modifié.	C
	- Tableau électrique	art. EL 9 - art. CO 28 § 1	Selon la nature des matériels qu'ils renfermeront, les locaux de services électriques seront isolés conformément à l'article EL 5 § 5.	C
	. P ≤ 100 kVA enveloppe métallique ou enveloppe et appareillage (750°)		Oui.	
	. P > 100 kVA armoires ou coffrets avec enveloppe métallique + appareillage (750°) ou enceinte à parois maçonneries + porte PF ½ h et ventilée si nécessaire (grille à chicane)			
	- Appareillage	art. EC 5 - art. EL 11	- Les dispositifs de coupure d'urgence Electrique et Ventilation (type boîtier double action couleur rouge requis) seront installés à l'intérieur de l'exploitation à proximité immédiate de l'accès depuis le mail. - Les installations TBT respecteront les prescriptions du guide UTE C 15-559. - Les luminaires seront conformes aux normes de la série NF EN 60-598. - Les luminaires seront fixés aux éléments stables de la construction.	C C C C
		Art EC 6 §6 – Eclairage non réalisé uniquement avec des lampes à décharge.	Oui.	C
	- Circuit installation	art. EC 6 - 2 circuits si eff > 50 p. art EL 4§3 – Circuits distincts locaux publics / locaux non publics	/ Oui.	C
	- Enseigne	"inter-pompier"	Oui (Installation existante non modifiée).	
- Eclairage de sécurité	EC7 à EC14 - blocs autonomes de type non permanent pour le balisage et pour l'ambiance - dispositif de télécommande de mise au repos des blocs	} Disposition prévue pour le balisage. <i>Pour mémoire : BAES au droit de l'intercommunication type drapeau avec masque de la face apparente côté mail. A défaut BAES en applique.</i>	C	

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
<u>MOYENS DE SECOURS</u>	<p>- R.I.A.</p> <p>Exploitation > 300 m²</p> <p>- Extinction automatique à eau</p> <p>- Extincteurs</p> <p>- Détection incendie ponctuelle</p> <p>- Service sécurité effectifs > 300 pers.</p> <p>- Système de sécurité incendie - Alarme</p> <p>. S accessible au public < 300 m²</p> <p>. S accessible au public > 300 m²</p> <p>- Alerte</p>	<p>art. M 26</p> <p>RPS (défense de tout point par 2 jets de lance)</p> <p>norme NFS 62-210 à 62-215 - art. M 27</p> <p>- eau pulvérisée (6l/200 m²)</p> <p>- extincteurs spécifiques (CO2, ABC...)</p> <p>réserve avec mezzanine ou risque important</p> <p>art. M 29</p> <p>- art. MS 53 à art. MS 74</p> <p>- art. M 30 et M 32</p> <p>- RPS</p> <p>sans objet</p> <p>- SSI catégorie A</p> <p>- équipement d'alarme de type 1, avec :</p> <p>. déclencheurs manuels</p> <p>. diffuseurs alarme</p> <p>art. M 33 liaison avec service sécurité (synoptique CCRPD)</p>	<p>Exploitation : Nbr <input type="text"/> / <input type="text"/></p> <p>Confère dotation des parties communes du CCRPD /</p> <p>nappe haute <input checked="" type="checkbox"/> /</p> <p>nappe basse <input checked="" type="checkbox"/> (sauf si absence de plafond ou plafonds ajourés à 80%) (hauteur limite de stockages prévue matérialisée dans les locaux du personnel avec rayonnages muraux et la réserve).</p> <p><i>Pour mémoire : Distance de clairance en partie courante = 1,00 m / Hauteur limite de "stockage" en partie courante = 2,20 m sauf adaptation nappe de sprinkleur.</i></p> <p>- Extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres fixés, signalés et vérifiés (surface de vente et back office).</p> <p>- Extincteur 2 kg CO2 à côté du tableau électrique fixé, signalé et vérifié.</p> <p>tête haute <input type="text"/> / <input type="text"/></p> <p>tête basse <input type="text"/> / <input type="text"/></p> <p>/</p> <p>Oui.</p> <p>/</p> <p>- Plan d'intervention sur support non fixe avec n° PC sécurité [04.72.60.60.69] / Affichage consignes.</p> <p>- Liaison téléphonique par téléphone urbain.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>
<u>MEZZANINE</u>	Toute exploitation	<p>- mezzanine neuve : art. M 6 INTERDIT</p> <p>- mezzanine existante RPS - art. M49 - CO.28</p>	<p>/</p> <p>/</p>	

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
<u>TOXICITE DES MATERIAUX</u>		Arrêté du 04.11.1975	- Les dispositions correspondantes seront prises en compte.	C
<u>ORGANISME DE CONTROLE</u>	Organisme agréé	art. GE 6 à art. GE 9 Intervention obligatoire en 1ère catégorie	- SOCOTEC LYON	
<u>CUISINE</u>	- Généralités		/	
	- Arrêt d'urgence	art. GC 4	/	
	- Dispositions générales	art. GC 5	/	
	- Combustible solide	art. GC 5+ GC 6	/	
	- Combustible liquide	art. GC 5 + GC 6	/	
	- Combustible gazeux	art. GC 5 + GC 6	/	
	- Appareils électriques	art. GC 5+ GC 9	/	
<u>Grande cuisine :</u>		/		
- Isolée	art. GC 9 à GC 10			
- Ouverte	art. GC 9 à GC 11			
Offices de remise en températures :	art. GC 12 à GC 14	/		
Ilôts de cuisson dans les salles de restauration :	art. GC 15 à GC 17	/		
Modules ou conteneurs spécialisés :	art. GC 18	/		
Appareils de cuisson implantés dans les locaux publics ou non publics :	art. GC 19 à GC 20	/		

ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
<u>ACCESSIBILITE HANDICAPEES</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Cheminements extérieurs - Stationnement automobiles - Accès aux bâtiments et aux équipements intérieurs - Circulations intérieures horizontales - Circulations intérieures verticales - Tapis, plans et escaliers mécaniques - Revêtements de sols, murs et plafonds - Portes, portiques et sas - Sorties 	<ul style="list-style-type: none"> - Décret 2006-55 du 17/05/2006 modifié - Arrêté du 01/08/2006 modifié 	<ul style="list-style-type: none"> Dispositions existantes inchangées. Dispositions existantes inchangées. Dispositions existantes inchangées, l'exploitation est accessible de plain-pied depuis le mail. - L'exploitation n'abrite qu'un local accessible au public au sein duquel les allées structurantes sont d'au moins 1,20 m et les autres allées d'au moins 0,90 m [1,05 m ausol sur 20 cm de hauteur] avec des espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour judicieusement répartis [tous les 6 mètres au maximum]. - Seuils ou ressauts éventuels ≤ 0,02 m (0,04 m si pente de 33%) arrondis ou chanfreinés. - Sols non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue. - Espaces d'usage devant chaque aménagement ou équipement (dimensions conformes à l'annexe II de l'arrêté). Sans objet. Sans objet. - Tapis éventuel de dureté suffisante ne formant pas ressaut ≥ 0,02 m. - Entraxe entre portiques de sécurité d'au moins 0,90 m. - Baie libre très large sur le mail. 	<ul style="list-style-type: none"> C C C C C C C

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
	- Dispositifs d'accueil, équipements et dispositifs de commande		- Meuble caisse avec une partie accessible utilisable en position assise et debout [plan supérieur à 0,80 m au plus et vide en partie inférieur 0,30x0,60x0,70 m (PxLxH)]. - Au moins 1 équipement aménagé par type accessible au public.	C C
	- Sanitaires		- Commandes manuelles, dispositifs de sécurité (niveau 0) et fonctions voir entendre parler situées à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m.	C
	- Eclairage		- Sans objet (réservé au personnel).	C
	- Information et signalisation		- Valeur d'éclairage : • 200 lux aux postes d'accueil - Eclairages éventuels temporisés ou par détection de présence conforme à l'arrêté.	C C
	- Etablissements recevant du public assis		- Information et signalisation suivant prescriptions de l'arrêté avec des éléments conformes à son annexe III (signalisation partie accessible meuble caisse, etc...).	C
	- Etablissements comportant des locaux à sommeil		- Espace "salon / écran" avec mobilier d'assise non fixe : Espace d'usage aménageable.	C
	- Etablissements avec douches ou cabines		Sans objet.	
	- Caisses de paiement ou dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série		Sans objet.	
			- Au moins 1 caisse accessible par tranche de vingt caisses. - Affichage directement lisible pour les personnes sourdes ou malentendantes.	C C

(*) C = Conforme NC = Non Conforme

Fait à LYON le 1^{er} août 2016
**L'ORGANISME DE CONTROLE,
SOCOTEC**
Pierre Clavé

LE PETITIONNAIRE,

AVIS DE RECEPTION DE DOCUMENTS

**Objet : Réaménagement Club Bouygues Telecom coque 349
du Centre Commercial de la PART-DIEU**

MAIRIE DE LYON
DIRECTION SECURITE ET PREVENTION
SECURITE CIVILE - ERP
69205 LYON CEDEX 01

A Lyon, 09 SEPTEMBRE 2016

(À remplir par la Mairie)

N° de l'autorisation AT 0691231631020

Le cas échéant n° de la demande effectuée au titre du code de l'urbanisme (décrit dans le code de l'urbanisme aux articles A423-1 et suivants) :

Identité et adresse du demandeur : Mme MARGERIE CC Part-Dieu "Club Bougres Telecom" 69349
17, rue du Dr Bouchut
69437 LYON Cedex 03

Date de dépôt de la demande : 09/09/2016

Le projet est autorisé à défaut de réponse dans le délai de quatre mois sous réserve des dispositions exposées ci-dessus

Cachet de la mairie, date et signature : 09/09/2016

MAIRIE DE LYON
DIRECTION SECURITE ET PREVENTION
SECURITE CIVILE - ERP
69205 LYON CEDEX 01



Délais et voies de recours : Le délai de recours devant le tribunal administratif compétent est de deux mois à compter de la décision autorisant ou refusant l'autorisation ou, en cas de décision tacite, à compter de la date à laquelle la décision aurait dû être notifiée (dès lors que le dossier avait été complété).

reception fait

AVIS DE RECEPTION DE DOCUMENTS

**Objet : Réaménagement Club Bouygues Telecom coque 349
du Centre Commercial de la PART-DIEU**

VILLE DE LYON
Reçu le

U 3 FEV. 2017

E.R.P. et I.G.H.

LS 1449

A Lyon, 03 FEVRIER 2017

(À remplir par la Mairie)

N° de l'autorisation AT 0 6 9 1 2 3 1 7 3 0 0 8 0

Le cas échéant n° de la demande effectuée au titre du code de l'urbanisme (décrit dans le code de l'urbanisme aux articles A423-1 et suivants) : Identité et adresse du demandeur : E.C. PARBODIEU pour Coque 349
17 rue des Docteurs Bouchet Elis Bouygues Télécom
69003 Lyon
Mme PARBERIE

Date de dépôt de la demande : 0 3 0 2 2 0 1 7

Le projet est autorisé à défaut de réponse dans le délai de quatre mois sous réserve des dispositions exposées ci-dessus

Cachet de la mairie, date et signature :

- 3 FEV. 2017

Mairie de Lyon
DIRECTION SECURITE ET PREVENTION
SECURITE CIVILE - ERP
69205 LYON CEDEX 01

Délais et voies de recours : Le délai de recours devant le tribunal administratif compétent est de deux mois à compter de la décision autorisant ou refusant l'autorisation ou, en cas de décision tacite, à compter de la date à laquelle la décision aurait dû être notifiée (dès lors que le dossier avait été complété).

3. Bilan des travaux et autres actions de mise en accessibilité réalisés à la moitié de l'agenda (si durée de l'agenda > 3 ans)

4. Arrêtés préfectoraux accordant les dérogations aux règles d'accessibilité

5. Notices d'Accessibilité (en cas de travaux)

LYON, le 1^{er} août 2016



AGENCE DE LYON
11, rue Saint Maximin
69416 LYON CEDEX 03
☎ 04 72 11 45 00
📠 04 72 11 45 45
construction.lyon@socotec.com

RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM
13-15 avenue du Maréchal Juin
92366 MEUDON LA FORET

N/Réf.- 885M0/16/153
Affaire suivie par Loïc ROME
Dossier : 1606301D0-009

A l'attention de Virginie LANNOY

Enseigne RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM
Exploitation n°349 – Niveau 2
Centre Commercial Régional de la Part Dieu
69003 - LYON

Madame,

Nous vous remettons ci-joint la **NOTICE DESCRIPTIVE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES** que nous avons complétée pour le projet d'aménagement de la surface commerciale ci-dessus référencée.

Nous vous précisons que ce document devra être signé par le pétitionnaire, à l'emplacement prévu à cet effet en dernière page.

Il devra être joint au dossier de demande d'autorisation de travaux qui sera transmis aux services compétents chargés de son instruction.

Nous vous en souhaitons bonne réception et, restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

LE DIRECTEUR DE POLE

Loïc ROME

Copies : - **SYNDICAT DE COPROPRIETE – Silvain BIANCO / silvain.bianco@espace-expansion.fr**
- **ARCANE – Agnès MEYER/ agnes.meyer@arcane-concept.com**



**NOTICE DESCRIPTIVE
DE SECURITE
ET D'ACCESSIBILITE
AUX PERSONNES HANDICAPEES**

Enseigne projetée : RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM

Enseigne actuelle : RESEAU CLUBS BOUYGUES TELECOM

N°349

SYNDICAT DE COPROPRIETE

17, rue du Docteur Bouchut 69431 Lyon cedex 03 téléphone 04 72 60 60 60 fax 04 72 60 60 61

02/2009

OBJET

- modification de surface : extension Réduction
 - changement : d'enseigne d'activité
 - réaménagement
 - autre : /

LOCAL

- N° Niveau type : 1ère catégorie
 Ex niveau 3
 - Pétitionnaire
 - Enseigne :
 - Ancienne appellation : /

SURFACE

	accessible au public		non accessible		réserve déportée	=	Total
- Surface actuelle	<input type="text" value="/"/>	+	<input type="text" value="/"/>	+	<input type="text" value="/"/>	=	<input type="text" value="/"/>
-Surface future	<input type="text" value="82,00 m²"/>	+	<input type="text" value="49,00 m²"/>	+	<input type="text" value="/"/>	=	<input type="text" value="131,00 m²"/>

EFFECTIF

S totale
< 300 m²
type M

Surface accessible au public	Taux d'occupation	Effectif public		Effectif personnel	=	Effectif total
<input type="text" value="82,00 m²"/>	<input type="text" value="1p/6m²"/>	<input type="text" value="14"/>	+	<input type="text" value="13"/>	=	<input type="text" value="27"/>

S totale
≥ 300m²

<input type="text" value="/"/>	Niveau -1 (ex N0)	<input type="text" value="1p/3m²"/>	<input type="text" value=""/>	}	+	<input type="text" value=""/>	=	<input type="text" value=""/>
	Niveau 0 (ex N1)	<input type="text" value="2p/3m²"/>	<input type="text" value=""/>					
	Niveau 1 (ex N2)	<input type="text" value="1p/3m²"/>	<input type="text" value=""/>					
	Niveau 2 (ex N3)	<input type="text" value="1p/6m²"/>	<input type="text" value=""/>					
	Niveau 3 (ex N4)	<input type="text" value="2p/3m²"/>	<input type="text" value=""/>					

type

<input type="text" value="/"/>	<input type="text" value=""/>	<input type="text" value=""/>	+	<input type="text" value=""/>	=	<input type="text" value=""/>
--------------------------------	-------------------------------	-------------------------------	---	-------------------------------	---	-------------------------------

Rappel de la réglementation : (à consulter auprès du Service de Sécurité du centre)

- Code de la construction et de l'habitation notamment les articles R123-1 à R123-55 ;
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique du 25/06/1980 modifié pour les dispositions générales et des 22/12/81 modifié (type M), 21/06/82 modifié (type N), 12/12/84 modifié (type L), 11/07/83 modifié (type P) pour les dispositions particulières ;
- Règlement particulier de sécurité du Centre Commercial (R.P.S.)

SECURITE DES PERSONNES

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)	
<u>ISOLEMENT</u>	<u>EXPLOITATION</u>		Rappel surface exploitation 131,00 m²		
	- Structure	art. M 7/1 - art CO24	} Dispositions existantes inchangées dans le cadre des travaux d'aménagement de la cellule n°349.		
	- Cloison sur coursive	MO et C.F. 1 h 30			
	- Porte sur coursive	C.F. ½ h + FP			
	<u>RESERVE</u>			- Oui [Muraux du back office + Réserve 6,56 m ²]	
	* <u>Exploitation < 300 m² sans mezzanine</u>	art. M7 § 4			
	- cloison entre surface accessible au public et réserves	aucune résistance au feu	- Oui.		C
	- porte sur coursive	C.F. ½ h + FP	- Porte existante à 2 vantaux CF ½ h avec ferme-porte et sélecteur de fermeture. A défaut porte neuve à 2 vantaux CF ½ h avec ferme-porte et sélecteur de fermeture.		C
	- porte sur surface accessible au public	aucune résistance au feu	- Oui.		C
	* <u>Exploitation > 300 m², exploitation < 300 m² avec mezzanine et local déporté avec réserve</u>	art. M49 - art. CO28 RPS - Local à risques importants	/		
	- Enveloppe réserves	CF 2 h			
	- accès depuis coursive	SAS CF 2 h - bloc-portes PF ½ h + FP ou bloc-porte CF 1 h + FA (détection)			
	- porte sur surface accessible au public	CF 1 h + FA (détection)	/		
- détection incendie	haute et basse en cas de mezzanine, haute si pas de mezzanine	/			
<u>RESERVE APPROCHE</u>	art. M16 conditions : V < 500 m ³ l < 6 m S < ST/10	/			

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)	
	<u>AUTRES LOCAUX</u> - Exploitation < 300 m ² - Exploitation > 300 m ²	aucune résistance au feu (art. CO24 § 1.a) cloisons et portes PF ½ h (art. CO24 § 1.a)	- Espace locaux du personnel (back office ;[y compris vestiaires 1 et 2], réserve, bureau manager, WC personnel). /	C	
DEGAGEMENTS	<u>Type M</u> * 1 ⇒ 19p : 1S/1UP 20 ⇒ 50p : 1S/2UP 50 ⇒ 100p : 2S/2UP 100 ⇒ 200p : 2S/3UP 200 ⇒ 300p : 2S/4UP 300 ⇒ 400p : 2S/5UP >400p : voir 25/06/ 1980 * <u>Effectif > 50 p :</u> 51 ⇒ 300p : 1 déga- gement accessible hors mail 301 ⇒ 700p : 1 déga- gement 2UP hors mail >701p : 2/3 des déga- gements normaux hors mail <u>Autres types :</u> - Libre service avec ou sans chariots - Circulation intérieure - Portes Sur mail - Rideaux métalliques - Sur locaux inaccessibles au public - Visibilité signalisation - Marches ou escaliers	art. M11 – art.M RPS art. M9 et art. M10 art. M13 (circulations principales et secondaires) verrouillage en position ouverte commande inaccessible au public indication 'Interdit au public'' ou ''Interdit au public / Sans issue'' art. M14 art. CO35 - CO51 et M12	Rappel effectif personnes : <table border="1" style="display: inline-table;"><tr><td style="text-align: center;">27</td></tr></table> - Public : 1 baie libre totalisant plus de 2 unités de passage sur le mail. - Personnel : 1 dégagement indépendant d'une unité de passage sur coursive arrière. / / - Circulations d'au moins 0,90 m. / - Oui (commande à clé). - Signalétique ''Interdit au public'' prévue apposée au-dessus de la porte d'accès à l'espace locaux du personnel. Oui. /	27	C C C C C
27					

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
<u>AMENAGE- MENTS INTERIEURS</u>	- Agencement principal mobilier	art. M15 et AM 15 (M3)	- Mobilier : Réaction au feu des éléments constitutifs M3 par nature (classements conventionnels), à défaut justification du classement de réaction au feu requis (M3 au moins) par procès-verbal. - Eléments verriers. - Eléments métalliques.	C C C
	- Revêtement mur	art. AM 3 (M2)	- Plaques de parement en plâtre + peinture.	C
	- Plafond suspendu	art. AM 4 (M1)	- Plaques de parement en plâtre + peinture. - Panneaux ou dalles amovibles sur ossature pour plafonds suspendus : Réaction au feu M1 au moins.	C C
	- Eléments translucides dans plafond	art. AM 5 25 % (M1)	/	
	- Revêtement de sol	art. AM 6 (M4 ou Dfl-s2)	- Revêtement de sol PVC : Réaction au feu M4 ou Dfl-s2 au moins. - Revêtement de sol carreaux céramiques.	C C
	- Podium - Estrades	art. AM 17 (M3)	/	
	- Eléments décoratifs	art. AM 9 et AM 10	/	
	- Tentures rideaux	art. AM 12 (M2)	- Rideaux vestiaires : Réaction au feu M2 au moins.	C
	- Sièges - Fauteuils	art. AM18	- Assises mobiles rembourrées : Respect des mêmes exigences que pour le mobilier (M3 au moins). A défaut respect des dispositions de l'article AM18.	C
	- Divers		/	
	- Enseigne	art. EC/EL M3 ou 650°C fil incandescent	- Enseigne existante conservée.	

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
<u>KIOSQUES</u>	- Détection de fumées si plafond plein avec intégration au SSI de catégorie A du Centre Commercial	RPS	/	
<u>DESENFUMAGE</u>	<p><u>Surface accessible au public < 300 m²</u></p> <p><u>Surface accessible au public > 300 m²</u></p> <p>- Ecran de cantonnement</p> <p>- naturel</p> <p>- mécanique</p> <p>- commande manuelle au CMSI, du SSI de catégorie A du Centre Commercial.</p>	<p>- I.T. n° 246 + RPS</p> <p>- art. M 18 et M19</p>	Sans objet : Surface accessible au public = 82,00 m ² .	C
<u>CHAUFFAGE</u> <u>VENTILATION</u> <u>CLIMATISATION</u>		art. M 21 + art. CH + arrêté du 23.6.78 (RPS)	Les installations éventuelles existantes modifiées et celles créées raccordées sur les installations du centre commercial seront réalisées en respectant les prescriptions des articles CH et M21.	C

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
<u>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</u>	- Eclairage normal	art. EL et EC	Les installations seront conformes au code du travail, à la norme NF C 15-100 et au règlement de sécurité du 25/06/80 modifié.	C
	- Tableau électrique	art. EL 9 - art. CO 28 § 1	Selon la nature des matériels qu'ils renfermeront, les locaux de services électriques seront isolés conformément à l'article EL 5 § 5.	C
	. P =< 100 kVA enveloppe métallique ou enveloppe et appareillage (750°)		Oui.	
	. P > 100 kVA armoires ou coffrets avec enveloppe métallique + appareillage (750°) ou enceinte à parois maçonnées + porte PF ½ h et ventilée si nécessaire (grille à chicane)			
	- Appareillage	art. EC 5 - art. EL 11	- Les dispositifs de coupure d'urgence Electrique et Ventilation (type boîtier double action couleur rouge requis) seront installés à l'intérieur de l'exploitation à proximité immédiate de l'accès depuis le mail. - Les installations TBT respecteront les prescriptions du guide UTE C 15-559. - Les luminaires seront conformes aux normes de la série NF EN 60-598. - Les luminaires seront fixés aux éléments stables de la construction.	C C C C
		Art EC 6 §6 – Eclairage non réalisé uniquement avec des lampes à décharge.	Oui.	C
	- Circuit installation	art. EC 6 - 2 circuits si eff > 50 p. art EL 4§3 – Circuits distincts locaux publics / locaux non publics	/ Oui.	C
	- Enseigne	"inter-pompier"	Oui (Installation existante non modifiée).	
- Eclairage de sécurité	EC7 à EC14 - blocs autonomes de type non permanent pour le balisage et pour l'ambiance - dispositif de télécommande de mise au repos des blocs	} Disposition prévue pour le balisage. Pour mémoire : BAES au droit de l'intercommunication type drapeau avec masque de la face apparente côté mail. A défaut BAES en applique.	C	

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
<u>MOYENS DE SECOURS</u>	<p>- R.I.A.</p> <p>Exploitation > 300 m²</p> <p>- Extinction automatique à eau</p> <p>- Extincteurs</p> <p>- Détection incendie ponctuelle</p> <p>- Service sécurité effectifs > 300 pers.</p> <p>- Système de sécurité incendie - Alarme</p> <p>. S accessible au public < 300 m²</p> <p>. S accessible au public > 300 m²</p> <p>- Alerte</p>	<p>art. M 26</p> <p>RPS (défense de tout point par 2 jets de lance)</p> <p>norme NFS 62-210 à 62-215 - art. M 27</p> <p>- eau pulvérisée (6l/200 m²)</p> <p>- extincteurs spécifiques (CO2, ABC...)</p> <p>réserve avec mezzanine ou risque important</p> <p>art. M 29</p> <p>- art. MS 53 à art. MS 74</p> <p>- art. M 30 et M 32</p> <p>- RPS</p> <p>sans objet</p> <p>- SSI catégorie A</p> <p>- équipement d'alarme de type 1, avec :</p> <p>. déclencheurs manuels</p> <p>. diffuseurs alarme</p> <p>art. M 33 liaison avec service sécurité (synoptique CCRPD)</p>	<p>Exploitation : Nbr <input type="text"/> / <input type="text"/></p> <p>Confère dotation des parties communes du CCRPD /</p> <p>nappe haute <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>nappe basse <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> (sauf si absence de plafond ou plafonds ajourés à 80%) (hauteur limite de stockages prévue matérialisée dans les locaux du personnel avec rayonnages muraux et la réserve). <i>Pour mémoire : Distance de clairance en partie courante = 1,00 m / Hauteur limite de "stockage" en partie courante = 2,20 m sauf adaptation nappe de sprinkleur.</i></p> <p>- Extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres fixés, signalés et vérifiés (surface de vente et back office).</p> <p>- Extincteur 2 kg CO2 à côté du tableau électrique fixé, signalé et vérifié.</p> <p>tête haute <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/></p> <p>tête basse <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/></p> <p>/</p> <p>Oui.</p> <p>/</p> <p>- Plan d'intervention sur support non fixe avec n° PC sécurité [04.72.60.60.69] / Affichage consignes.</p> <p>- Liaison téléphonique par téléphone urbain.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>
<u>MEZZANINE</u>	Toute exploitation	<p>- mezzanine neuve : art. M 6 INTERDIT</p> <p>- mezzanine existante RPS - art. M49 - CO.28</p>	<p>/</p> <p>/</p>	

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
<u>TOXICITE DES MATERIAUX</u>		Arrêté du 04.11.1975	- Les dispositions correspondantes seront prises en compte.	C
<u>ORGANISME DE CONTROLE</u>	Organisme agréé	art. GE 6 à art. GE 9 Intervention obligatoire en 1ère catégorie	- SOCOTEC LYON	
<u>CUISINE</u>	- Généralités		/	
	- Arrêt d'urgence	art. GC 4	/	
	- Dispositions générales	art. GC 5	/	
	- Combustible solide	art. GC 5+ GC 6	/	
	- Combustible liquide	art. GC 5 + GC 6	/	
	- Combustible gazeux	art. GC 5 + GC 6	/	
	- Appareils électriques	art. GC 5+ GC 9	/	
<u>Grande cuisine :</u>			/	
- Isolée	art. GC 9 à GC 10			
- Ouverte	art. GC 9 à GC 11			
Offices de remise en températures :	art. GC 12 à GC 14		/	
Ilôts de cuisson dans les salles de restauration :	art. GC 15 à GC 17		/	
Modules ou conteneurs spécialisés :	art. GC 18		/	
Appareils de cuisson implantés dans les locaux publics ou non publics :	art. GC 19 à GC 20		/	

ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
<u>ACCESSIBILITE HANDICAPEES</u>	<ul style="list-style-type: none"> - Cheminements extérieurs - Stationnement automobiles - Accès aux bâtiments et aux équipements intérieurs - Circulations intérieures horizontales - Circulations intérieures verticales - Tapis, plans et escaliers mécaniques - Revêtements de sols, murs et plafonds - Portes, portiques et sas - Sorties 	<ul style="list-style-type: none"> - Décret 2006-55 du 17/05/2006 modifié - Arrêté du 01/08/2006 modifié 	<ul style="list-style-type: none"> Dispositions existantes inchangées. Dispositions existantes inchangées. Dispositions existantes inchangées, l'exploitation est accessible de plain-pied depuis le mail. - L'exploitation n'abrite qu'un local accessible au public au sein duquel les allées structurantes sont d'au moins 1,20 m et les autres allées d'au moins 0,90 m [1,05 m ausol sur 20 cm de hauteur] avec des espaces de manœuvre avec possibilité de demi-tour judicieusement répartis [tous les 6 mètres au maximum]. - Seuils ou ressauts éventuels $\leq 0,02$ m (0,04 m si pente de 33%) arrondis ou chanfreinés. - Sols non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue. - Espaces d'usage devant chaque aménagement ou équipement (dimensions conformes à l'annexe II de l'arrêté). Sans objet. Sans objet. - Tapis éventuel de dureté suffisante ne formant pas ressaut $\geq 0,02$ m. - Entraxe entre portiques de sécurité d'au moins 0,90 m. - Baie libre très large sur le mail. 	<ul style="list-style-type: none"> C C C C C C C C

CHAPITRE	RUBRIQUES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES OU CONTRACTUELLES	DISPOSITIONS PROPOSEES	C / NC (*)
	- Dispositifs d'accueil, équipements et dispositifs de commande		- Meuble caisse avec une partie accessible utilisable en position assise et debout [plan supérieur à 0,80 m au plus et vide en partie inférieur 0,30x0,60x0,70 m (PxLxH)].	C
			- Au moins 1 équipement aménagé par type accessible au public.	C
			- Commandes manuelles, dispositifs de sécurité (niveau 0) et fonctions voir entendre parler situées à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m.	C
	- Sanitaires		- Sans objet (réservé au personnel).	
	- Eclairage		- Valeur d'éclairage : • 200 lux aux postes d'accueil	C
			- Eclairages éventuels temporisés ou par détection de présence conforme à l'arrêté.	C
	- Information et signalisation		- Information et signalisation suivant prescriptions de l'arrêté avec des éléments conformes à son annexe III (signalisation partie accessible meuble caisse, etc...).	C
	- Etablissements recevant du public assis		- Espace "salon / écran" avec mobilier d'assise non fixe : Espace d'usage aménageable.	C
	- Etablissements comportant des locaux à sommeil		Sans objet.	
	- Etablissements avec douches ou cabines		Sans objet.	
	- Caisses de paiement ou dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série		- Au moins 1 caisse accessible par tranche de vingt caisses.	C
			- Affichage directement lisible pour les personnes sourdes ou malentendantes.	C

(*) C = Conforme NC = Non Conforme

Fait à LYON le 1^{er} août 2016

LE PETITIONNAIRE,

L'ORGANISME DE CONTROLE,
SOCOTEC

Loïc ROME

6. Document d'aide à l'accueil

Bien accueillir les personnes handicapées



Sommaire

I. Définition du handicap et prescription pour les ERP	2
1) Qu'est ce que le handicap et l'accessibilité ?	2
2) Professionnels et usagers, tous concernés	2
3) Rappel des obligations	3
a) Pour les bâtiments neufs.....	3
b) Pour les bâtiments existants.....	4
II. Rendre accessibles ses prestations à tous les public	5
1) Attitudes et comportements généraux	5
2) Attitudes et comportement spécifiques.....	6
a) Personnes avec une déficience auditive.....	6
b) Personnes avec une déficience visuelle	7
c) Personnes avec une déficience motrice.....	10
d) Personnes avec une déficience mentale.....	11
e) Personnes avec une déficience psychique	13
III. Rendre accessibles son établissement	14
Documents de référence	16

I - Définition du handicap et prescriptions pour les ERP

1) Qu'est ce que le handicap et l'accessibilité ?

Le handicap, longtemps réduit aux seules personnes en fauteuil, concerne une réalité bien plus large et bien plus complexe. La loi du 11 février 2005¹ a permis de poser une définition qui fait consensus en France, mais également au-delà de nos frontières puisqu'elle s'inscrit dans le droit international et notamment dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies adoptée le 13 décembre 2006. Cette Convention affirme et décrit les droits des personnes handicapées. Chaque pays ratifiant ce texte (ce qu'a fait la France en 2010) est tenu de respecter ces prescriptions.



« Afin de permettre aux personnes handicapées de vivre de façon indépendante et de participer pleinement à tous les aspects de la vie, les États Parties prennent des mesures appropriées pour leur assurer, sur la base de l'égalité avec les autres, l'accès à l'environnement physique, aux transports, à l'information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l'information et de la communication, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant dans les zones urbaines que rurales. Ces mesures, parmi lesquelles figurent l'identification et l'élimination des obstacles et barrières à l'accessibilité, s'appliquent, entre autres aux bâtiments, à la voirie, aux transports et autres équipements intérieurs ou extérieurs, y compris les écoles, les logements, les installations médicales et les lieux de travail² ».

La Convention des Nations Unies souligne la responsabilité de l'État et de la collectivité. Elle affirme l'égalité entre toutes les personnes, l'interdiction de toute forme de discrimination fondée sur le handicap et le principe d'accessibilité. La loi du 11 février 2005 définit précisément le handicap et inscrit dans le marbre l'obligation d'accessibilité universelle.



« Constitue un handicap, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne, en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »³

Cet extrait définit le handicap comme la rencontre de deux champs : celui de la déficience intrinsèque d'une personne et celui de l'inadaptation de l'environnement dans lequel cette personne évolue. En effet, l'environnement joue un rôle essentiel dans l'aggravation ou la réduction du handicap d'une personne. Un environnement qui n'est pas adapté, qui ne propose aucun équipement compensatoire, aucun personnel sensibilisé ou formé alourdit considérablement la déficience. En revanche, un environnement adapté, dans lequel existent des équipements compensatoires et dont le personnel est formé permet de réduire, voire de faire disparaître les effets liés au handicap. C'est ce qu'on appelle l'accessibilité.

2) Professionnels et usagers, tous concernés

C'est donc tout le monde qui a une responsabilité et un moyen d'améliorer le vivre ensemble. Travailler sur l'accessibilité de l'environnement consiste à l'adapter pour le rendre accessible à tous. Il s'agit de rendre accessible n'importe quel lieu, mais également n'importe quel bien, n'importe quel service ou prestation à n'importe qui. Ainsi, comme le handicap ne se limite pas aux personnes en fauteuil roulant, l'accessibilité ne se limite pas à l'installation de rampes.

¹ Loi n°2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

² Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies, article 9.

³ Extrait de la Loi du 11 février 2005.



La loi du 11 février 2005 réaffirme « le principe de l'accessibilité à tous pour tout » qui englobe donc :

- ✦ l'accès au bâtiment (entrée, circulation et utilisation des équipements) ;
- ✦ l'accès à l'information ;
- ✦ l'accès à la communication ;
- ✦ l'accès aux prestations.

L'accessibilité est une composante de la lutte contre la discrimination.



« Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente⁴. »

De plus, au-delà de la lutte contre des discriminations, l'accessibilité peut être pensée plus largement et concerner tout le monde. En effet, la pratique montre que ce qui est un besoin pour certains, devient un confort pour les autres : tout le monde profite des portes plus larges et automatiques, d'une signalétique claire et bien visible, de la multiplication des canaux de communication pour faire passer des informations... Ainsi, les rampes, conçues pour les personnes en fauteuil roulant, sont empruntées par les personnes avec poussette ou chariot à roulettes, les personnes âgées, les blessés en béquilles ou, plus largement, par tous ceux qui préfèrent tout simplement une pente douce à une série de marches. L'accessibilité revêt une certaine universalité : c'est ce qu'on appelle la « conception universelle » ou encore le « design for all ». Par conséquent, se soucier de l'accessibilité de son établissement recevant du public (ERP) revient, non pas à s'intéresser à une éventuelle petite partie de ses clients, usagers ou patients, mais bien à investir pour une qualité d'accueil et de service pour toutes les personnes, qui entreront dans son établissement.

3) Rappel des obligations

Tous les ERP, depuis 2005, ont pour obligation de rendre leurs locaux et leurs services, accessibles.

a. Pour les bâtiments neufs

Quelle que soit sa catégorie, un ERP neuf doit rendre accessible chaque mètre carré et l'ensemble de ses prestations et services, sans aucune dérogation possible.



Pour connaître le détail des obligations légales, vous pouvez lire l'arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-11 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.

⁴ Décret n°2006-555 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation, article R.111-19-2.



b. Pour les bâtiments existants

Pour les ERP de 5^e catégorie



« Avant le 1^{er} janvier 2015, une partie du bâtiment ou de l'installation doit fournir, dans le respect des dispositions mentionnées au a du II, l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu⁵. »

Les ERP de 5^e catégorie sont l'objet d'obligations spécifiques, plus souples que celles concernant les autres catégories d'ERP. En effet, avant le 1^{er} janvier 2015 ou en fin d'Ad'AP⁶, seule une partie du bâtiment ou de l'installation doit fournir, l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu. Si l'ensemble du bâtiment est accessible, la situation est idéale, néanmoins, l'obligation légale ne porte que sur une partie. En revanche, cette zone, la plus proche possible de l'entrée principale et traversée par le cheminement habituel, doit proposer l'ensemble des prestations prévues dans l'établissement, afin de respecter le principe d'égalité.

Pour les ERP de la 1^{re} à la 4^e catégorie



« Les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant autres que ceux de cinquième catégorie doivent être rendus accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap⁷ », conformément aux points suivants : « Les cheminements extérieurs, le stationnement des véhicules, les conditions d'accès et d'accueil dans les bâtiments, les circulations horizontales et verticales à l'intérieur des bâtiments, les locaux intérieurs et les sanitaires ouverts au public, les portes et les sas intérieurs et les sorties. Les revêtements des sols et des parois ainsi que les équipements et mobiliers intérieurs et extérieurs susceptibles d'y être installés, notamment les dispositifs d'éclairage et d'information des usagers⁸. »

En d'autres termes, les ERP de la 1^{re} à la 4^e catégorie sont tenus de rendre accessible l'intégralité de leur espace ouvert au public, ainsi que les abords de leur établissement (stationnement et cheminements extérieurs), depuis le 1^{er} janvier 2015 ou en fin d'Ad'AP.

⁵ Article R. 111-19-8 du Code de la construction et de l'habitation.

⁶ Agenda d'Accessibilité Programmée. Protocole dans lequel tout gestionnaire ou propriétaire dont le ou les ERP ne sont pas accessibles au 31 décembre 2014 doivent entrer. L'Ad'AP doit être déposé avant le 27 septembre 2015.

⁷ Article R111.19-8 du Code de la construction et de l'habitation.

⁸ Article R111.19-7 du Code de la construction et de l'habitation.



II - Rendre accessibles ses prestations à tous les publics

Au-delà du local en lui-même, l'accessibilité et la qualité de l'accueil de tous les publics passent par une attitude et un comportement adéquats des professionnels.

1) attitudes et comportements généraux

L'accessibilité démarre avec le bon sens et l'attention que l'on porte à autrui. En effet, pour de nombreux aspects, il suffit de se mettre, fut-ce un court instant, à la place de l'autre, d'adopter sa logique, son point de vue afin d'identifier les écueils usuels, inhérents et récurrents à sa condition, pour les dépasser.

Le gestionnaire de l'ERP est, par définition, au service du public, de son public. Son souci principal est donc la satisfaction des besoins ou des désirs de ses clients ou usagers, dans toute leur diversité. L'âge, le sexe, la situation familiale ou financière sont autant de paramètres qui démultiplient les profils des clients et usagers, et donc leurs attentes. Pour y répondre, les professionnels ont appris à connaître certains archétypes, à écouter les clients et usagers, à cibler leurs attentes et à œuvrer pour les satisfaire. Au final, quand on parle d'attitude et de comportement adéquats pour accueillir un public handicapé, c'est de cela qu'il s'agit.

Ainsi, le premier pas dans la mise en accessibilité de votre établissement et de vos prestations, la première main tendue vers votre interlocuteur réside dans votre volonté d'accueillir et satisfaire absolument tous ceux qui se présentent à vous. Ainsi, la politesse, la bienveillance, l'écoute, les attentions sont autant de facilitateurs pour rendre le quotidien des personnes handicapées plus confortable. Il s'agit-là de termes-clés de base pour tout vendeur ou commerçant ou interlocuteur en relation avec le public. Le savoir-être est aussi important que le savoir-faire. Adoptez donc la même attitude que pour n'importe quelle personne.

- Ne la dévisagez pas, soyez naturel, ne vous formalisez pas de certaines attitudes ou certains comportements qui peuvent paraître étranges.
- Faites attention à votre langage, n'employez pas de vocabulaire irrespectueux ou discriminant.
- Considérez la personne à besoins spécifiques comme un client ordinaire : adressez-vous à elle directement et non pas son accompagnateur, s'il y en a un, ne l'infantilisez pas et vouvoyez-la.
- Ne caressez pas le chien guide d'aveugle ou le chien d'assistance, il travaille.
- Portez une attention particulière à la qualité de la communication. Parlez bien en face de la personne, en adaptant votre attitude (vocabulaire, articulation, intonation, gestes...) à sa capacité de compréhension.
- Proposez, mais n'imposez jamais votre aide. Ne soyez pas surpris si la personne refuse : elle est à même de vous indiquer ce qu'elle attend de vous ou la manière de l'aider.
- Gardez le sourire et faites preuve de patience pour éviter de la mettre en difficulté : un accueil et un service adapté de qualité peut demander plus de temps.
- Ayez à disposition un moyen de communication écrite, par exemple, carnet, stylo, tablette tactile...
- Si des écrans télévisés sont présents dans votre établissement, veillez à activer le sous-titrage ainsi que l'audio-description.



2) Attitudes et comportement spécifiques

Accueillir le public, à besoins spécifiques ou non, est au cœur de votre métier. Faire preuve de politesse, de bienveillance, d'écoute, d'attentions pour satisfaire vos clients, usagers et patients va de soi pour vous. Il en va de même pour les personnes handicapées dont la qualité de vie dépend sensiblement de l'environnement et du comportement de la collectivité à leur égard. Ainsi, l'accueil d'une personne handicapée doit être aussi naturelle que celui d'une personne âgée, par exemple, laquelle peut déjà connaître certaines des difficultés rencontrées par les personnes handicapées (difficulté de repérage, de compréhension, problèmes de mobilité, de vue ou d'audition...). De plus, si ces adaptations sont nécessaires pour les personnes âgées ou handicapées, c'est une qualité de service qui est profitable à tous. En effet, au-delà du handicap, une poussette, des sacs de course, une entorse de la cheville, un sac de voyage sont autant d'entraves à une circulation aisée dans la Cité, et sont autant de situations auxquelles profite un environnement pensé pour tous.

a . Personnes avec une déficience auditive



La déficience auditive concerne environ 9,2 % de la population française, soit une part non négligeable de la population totale. En 2012⁹, 5,4 millions de personnes souffrent de limitations fonctionnelles auditives moyennes à totales. La surdité peut être de naissance ou accidentelle et entrave sensiblement la communication orale et l'accès à l'information sonore. A cela s'ajoute le manque d'information écrite dans les lieux publics. Le handicap auditif est un des handicaps les moins visibles, pourtant il est un des plus pénalisants puisque les difficultés, voire l'impossibilité de communication avec la majorité de la population est un puissant vecteur d'isolement et de mise à l'écart de la société.

La Langue des Signes Française (LSF) est un moyen efficace pour échanger avec une personne sourde signante (qui utilise la LSF). Néanmoins, il existe d'autres solutions, plus simples, pour permettre la communication avec un client sourd ou malentendant. Ces solutions sont multiples et varieront selon votre interlocuteur. En effet, certains sourds signent, d'autres s'expriment à l'oral, d'autres encore utilisent le Langage Parlé Complété (LPC, code qui associe la parole à des gestes-soutiens de la main au niveau de la bouche), beaucoup s'appuient sur la lecture labiale (lecture sur les lèvres), mais celle-ci n'est qu'une aide partielle, qu'un complément aux informations auditives. Les jeunes générations maîtrisent la lecture et l'écriture, contrairement aux plus anciens qui ont, pour la majorité, plus de difficultés. Au professionnel et au client de s'entendre sur le moyen de communication le plus confortable pour ce dernier. Néanmoins, voici un certain nombre d'exemples de facilitateurs :

- Soyez attentif au fait que l'interlocuteur tende l'oreille ou qu'il pointe celle-ci du doigt et qu'il secoue la tête, pour repérer une personne atteinte d'un handicap auditif.
- Assurez-vous que la personne vous regarde avant de commencer à lui parler.
- Gardez la bouche dégagée (ne mettez pas votre main devant votre bouche) et bien éclairée, en évitant les contre-jours.
- Parlez face à la personne, distinctement, en adoptant un débit normal, sans exagérer l'articulation et sans crier.
- Privilégiez des phrases courtes et un vocabulaire simple.
- Utilisez le langage corporel pour accompagner votre discours : pointer du doigt, expressions du visage, etc...
- Proposez de quoi écrire, en mimant l'écrit ou en montrant un calepin, par exemple, si la personne sait lire et écrire (majoritairement les jeunes générations).

⁹Source : Enquête ESPS, 2012, IRDES



- Vérifiez que la personne a bien compris le message en l'invitant à reformuler ou en reformulant vous-même.
- Veillez à afficher de manière visible, lisible et bien contrastée, les prestations proposées et leurs prix.
- Assurez-vous que chacun puisse voir tout le monde, par exemple grâce à une table ronde.
- Pour orienter une personne avec un handicap auditif, placez-vous à côté d'elle et indiquez par des gestes clairs le chemin à suivre ou le lieu à atteindre.
- Pour les personnes appareillées, on peut installer une boucle à induction magnétique à signaler par le pictogramme adéquat, en s'assurant régulièrement qu'elle fonctionne.



De nombreuses formations de LSF existent et permettent d'intégrer les bases de cette langue à part entière. Connaître quelques mots rudimentaires de LSF (Bonjour, merci, au revoir) est souvent apprécié. Quelques dictionnaires sont disponibles sur internet :

- 🔗 <http://bordeaux.cci.fr/Votre-CCI/Suivre-nos-actions/Publications/Guides/Commerçants-et-artisans-parlez-en-langue-des-signes>
- 🔗 <http://www.lsf dico-inj smetz.fr/recherche-par-mot.php>
- 🔗 <http://www.pisourd.ch/index.php?theme=dicomplet>

b. Personnes avec une déficience visuelle



Le handicap visuel s'échelonne depuis le trouble visuel jusqu'à la cécité complète. On estime, en France, qu'il y a 70 000 personnes aveugles et 1 700 000 personnes malvoyantes¹⁰. Ainsi, contrairement à une personne aveugle, une personne malvoyante ne se reconnaît pas automatiquement au premier abord, d'autant que le handicap peut être visible mais bien compensé par la personne, ou invisible mais bien réel et trompeur. Il existe, schématiquement, trois types de difficultés visuelles :

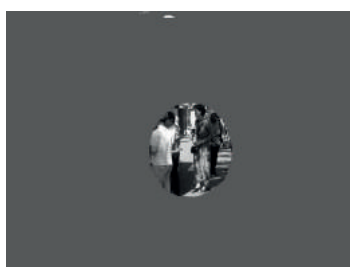
● Tout percevoir mais de façon très floue



➔ Tout est « aperçu », rien n'est vraiment « distingué » car les contrastes et les couleurs sont atténués.

➔ Impossible de se déplacer en sécurité, d'apprécier le relief, la distance d'un obstacle, ou de lire.

● N'avoir qu'une perception centrale ou tubulaire



➔ Seule la vision centrale subsiste dans un champ tubulaire avec une bonne perception des détails.

➔ Les déplacements et l'appréhension de l'espace sont impossibles.

¹⁰Enquête HID de 2005



● N'avoir qu'une perception périphérique ou atteinte de la vision centrale



➔ Seule la vision centrale subsiste dans un champ tubulaire avec une bonne perception des détails.

➔ Les déplacements et l'appréhension de l'espace sont impossibles.

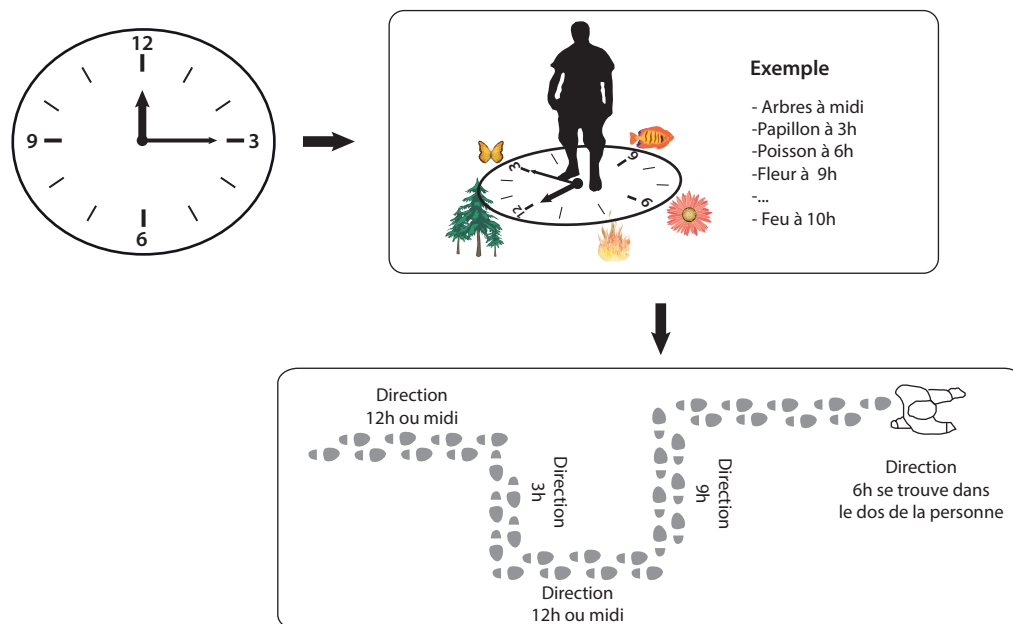
L'usage de la lecture et de l'écriture, le repérage des lieux et des entrées, l'orientation, les déplacements, et l'identification des obstacles et des personnes sont les principales difficultés qu'elles rencontrent.

Les personnes aveugles ou malvoyantes compensent leur déficience, notamment par l'audition et le toucher, il est donc inutile de parler plus fort. Cependant, il est vrai qu'un certain nombre d'entre eux connaissent, en plus, une perte d'audition qui peut être liée à l'âge ou à des maladies invalidantes. La personne handicapée visuelle est également la plus à même de vous indiquer quelle aide lui apporter. Il faut donc, en tout premier lieu, être ouvert aux demandes et aux besoins de la personne, sans chercher à s'imposer à elle. D'une manière plus générale, il ne faut pas hésiter à combler l'absence de vision par la parole et apporter un maximum d'informations à travers votre discours.

- Présentez-vous oralement en donnant la fonction que vous occupez. Si l'environnement est bruyant, parlez bien en face de la personne.
- Adressez-vous à la personne handicapée et non à son accompagnateur, s'il y en a un. Si la personne est accompagnée de son chien guide, ce dernier travaille, ne le caressez pas.
- Informez la personne des actions que vous réalisez pour la servir. Précisez oralement si vous vous éloignez et si vous revenez (« je pars », « je suis revenu »).
- S'il faut se déplacer, ne prenez pas le bras de la personne. Proposez le vôtre et marchez un peu devant pour guider, en adaptant votre rythme. Si la personne a un chien guide d'aveugle ou une canne, placez-vous de l'autre côté. Annoncez précisément et clairement les changements de direction et les obstacles.
- Acceptez les chiens guides d'aveugles dans l'établissement, même s'il s'agit d'un établissement du secteur de l'alimentation.
- Ne dérangez pas le chien guide d'aveugle, en l'appelant, le caressant, le distrayant, en saisissant son harnais : il travaille.
- Certaines personnes peuvent signer des documents. Dans ce cas, il suffit de placer la pointe à l'endroit où elles vont apposer leur signature.
- Informer la personne déficiente visuelle sur l'environnement en décrivant précisément et méthodiquement l'organisation spatiale du lieu, ou encore de la table, d'une assiette... (utilisez la technique du cadran d'horloge par exemple : les portes-manteaux se trouvent à midi et la caisse à 3h). Évitez les termes purement visuels comme « par ici », « par là-bas »...N'hésitez pas à employer le vocabulaire habituel comme par exemple « voir ».



Ci-dessous, un schéma explicatif de la technique du cadran d'horloge :



- Prévenez de tout changement dans l'environnement.
- Si la personne est amenée à s'asseoir, guidez sa main sur le dossier et laissez-la s'asseoir elle-même.
- Si de la documentation est remise (menu, catalogue...), proposez d'en faire la lecture ou le résumé.
- Présenter et décrire les prestations proposées si cela s'avère utile pour le repérage de la personne.
- Concevoir une documentation adaptée en gros caractères (lettres bâton et police de caractère 16, minimum 4.5 mm) ou imagée, et bien contrastée.
- N'hésitez pas à proposer de l'aide si une personne semble perdue, en vous approchant pour qu'elle comprenne que vous vous adressez à elle.



Il existe des tablettes numériques qui ouvrent de nombreuses possibilités que ce soit pour la transmission d'informations que pour les modes de lecture que l'on peut individualiser et moduler selon le profil du client, du patient ou de l'utilisateur : choix de la langue, choix du texte ou de l'image, choix du niveau de contraste et de l'agrandissement de caractères... Cet éventail d'adaptations présente un intérêt indéniable pour l'accessibilité qui vient s'ajouter à l'attractivité des nouvelles technologies.

Les chiens guides d'aveugles

Le chien guide d'aveugle aide son maître dans les déplacements, en les rendant plus fluides et plus sécurisés. Il a appris à éviter les obstacles au sol, le cheminement sur les trottoirs, les passages piétons et l'utilisation des transports en commun, des ascenseurs et toilettes.

La loi du 11 février 2005 réaffirme la liberté d'accès à tous les ERP, même du secteur de l'alimentation, pour les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Le chien guide d'aveugle se reconnaît à son harnais spécifique.



Qu'ils soient en apprentissage avec leur formateur ou définitivement éduqués avec leur maître, ces chiens peuvent accéder gratuitement et sans muselière dans les transports en commun et les taxis, les locaux ouverts au public (commerces, restaurants, salles d'attente des hôpitaux et cabinets médicaux, les lieux de loisirs) et les locaux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.

« Le fait d'interdire l'accès aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité est passible d'une contravention de 3^e classe, soit 150€ à 450€¹¹ ».



« La présence d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de surfacturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peut prétendre¹². »

C. Personnes avec une déficience motrice

Le handicap moteur revêt plusieurs formes, il peut toucher une partie comme l'ensemble du corps. Les personnes dites à mobilité réduite peuvent se déplacer debout, à l'aide d'une ou deux cannes, de béquilles, d'un déambulateur ou encore en fauteuil. C'est pourquoi l'on distingue les Usagers en Fauteuil Roulant (UFR) et les Personnes à Mobilité Réduite (PMR). Les déficiences motrices entravent les déplacements, mais également la préhension d'objets et parfois la parole. Les UFR rencontrent donc généralement des difficultés et de la fatigabilité dans les déplacements sur de longues distances ; la présence de marches, ou de dénivelés trop importants, des largeurs de passages insuffisantes, la hauteur des équipements ou objets sont autant de points bloquants. Les PMR affrontent, quant à elles, des difficultés et de la fatigabilité dans les déplacements sur de longues distances, et d'autant plus si le parcours est semé d'obstacles comme des marches ou des pentes. La station debout et les attentes prolongées peuvent s'avérer particulièrement pénibles.

L'aide apportée se traduira le plus souvent par la facilitation et la sécurisation des déplacements.

- Assurez-vous que les espaces de circulation sont suffisamment larges, dégagés et libres de tout obstacle.
- Mettez, si possible, à disposition des bancs et des sièges de repos.
- Dans une file d'attente, indiquez à la personne la file prioritaire si elle ne l'a pas vue.
- Proposez l'aide sans l'imposer. Informez la personne du niveau d'accessibilité de l'environnement pour qu'elle puisse juger si elle a besoin d'aide ou pas.
- En cas de guidage d'un fauteuil, évitez les mouvements brusques et annoncez les manœuvres.
- Ne vous appuyez pas sur un fauteuil roulant : vous risquez non seulement de déséquilibrer la personne, mais aussi de la mettre mal à l'aise.
- Pour accompagner une personne qui se déplace debout, veillez à ne pas la déstabiliser et à marcher à ses côtés en respectant son rythme.
- Pour échanger avec une personne en fauteuil, il est préférable de vous placer à sa hauteur.
- Adressez-vous directement à la personne et non à son accompagnateur, s'il y en a un.
- Si la personne a des difficultés d'élocution, soyez patient et laissez-lui le temps de s'exprimer et de finir ses phrases. N'hésitez pas à faire répéter plutôt que de faire croire que vous avez compris.
- Acceptez les chiens d'assistance dans l'établissement, même s'il s'agit d'un établissement du secteur de l'alimentation.



Le chien d'assistance

Le chien d'assistance est destiné aux PMR et UFR. Il leur apporte une aide technique et répond à de nombreuses commandes : ramasser un objet, ouvrir portes et placards, allumer la lumière... Il porte également des sacs sur son dos dans lesquels son maître peut ranger ce dont il a besoin ou encore ce qu'il achète. C'est d'ailleurs ce sac qui permet de différencier un chien d'assistance d'un chien guide d'aveugle qui n'en possède pas.

La loi du 11 février 2005 réaffirme la liberté d'accès à tous les ERP, même du secteur de l'alimentation, pour les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Qu'ils soient en apprentissage avec leur formateur ou définitivement éduqués avec leur maître, ces chiens peuvent accéder gratuitement et sans muselière dans les transports en commun et les taxis, les locaux ouverts au public (commerces, restaurants, salles d'attente des hôpitaux et cabinets médicaux, les lieux de loisirs) et les locaux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.

« Le fait d'interdire l'accès aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité est passible d'une contravention de 3^e classe, soit 150€ à 450€¹³ ».



« La présence d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de surfacturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peut prétendre¹⁴. »

D. Personnes avec une déficience mentale



Déficience intellectuelle et déficience cognitive

On distingue la déficience intellectuelle, comme la trisomie 21, qui ne peut être soignée, mais compensée par un environnement et un accompagnement adapté, et la déficience cognitive qui correspond à une déficience des capacités fonctionnelles (mémoire, fonctions exécutives, langage...) ou une déficience du traitement de l'information. On parle ainsi de troubles du développement pour les dyslexies¹⁵, dysorthographies¹⁶, dyscalculies¹⁷,... ou des troubles acquis comme les séquelles d'un traumatisme crânien ou d'un accident vasculaire-cérébral¹⁸.

Les handicaps cognitifs et intellectuels peuvent entraîner des problèmes de concentration et d'attention. Le déchiffrage et la mémorisation des informations et de la signalétique (pictogrammes) peuvent être plus ou moins difficiles selon les individus et selon le type d'informations et de signalétique (plus ou moins longues, plus ou moins abstraites, plus ou moins complexes). Il en va de même pour le repérage dans le temps et l'espace, ainsi que l'utilisation des appareils et des automates.

L'aide sera donc principalement humaine, dans l'attitude et l'accompagnement.

- Faites preuve de patience, d'écoute et de disponibilité, montrez-vous rassurant, tout en gardant une attitude naturelle. Sourire peut aider à mettre en confiance.
- Ne vous formalisez pas de certaines attitudes, ne faites pas de gestes de crainte ou de mépris.
- Adressez-vous directement à la personne et non à son accompagnateur, s'il y en a un.
- Parlez normalement avec des phrases simples, sans négation, en utilisant des mots faciles à comprendre.

¹⁵ Trouble de l'apprentissage de la lecture

¹⁶ Trouble de l'apprentissage de l'écriture

¹⁷ Trouble des apprentissages numériques (compter, maîtriser les opérations basiques)

¹⁸ Accident mettant en danger le fonctionnement d'une ou plusieurs zones du cerveau.



- Évitez les longs raisonnements.
- N'infantilisez pas et vouvoyez la personne.
- Faites appel à l'image, à la reformulation, à la gestuelle en cas d'incompréhension, en utilisant un catalogue, un plan, un dessin par exemple.
- Proposez votre aide, ne faites pas à la place de la personne.
- Laissez la personne réaliser seule certaines tâches, même si cela prend du temps.
- N'abandonnez pas la personne handicapée, sans relais.
- Utilisez une signalétique adaptée et des écrits en « facile à lire et à comprendre ».
- Aidez la personne pour le règlement, notamment dans le comptage de l'argent.
- Refusez les conversations intimes, réorientez la conversation fermement et clairement.
- Acceptez le chien d'assistance dans votre établissement, même s'il s'agit d'un établissement du secteur de l'alimentation.

Le chien d'assistance

Le chien d'assistance est destiné également aux personnes atteintes d'un handicap mental. Il leur apporte une aide technique et peut porter des sacs sur son dos dans lesquels son maître peut ranger ce dont il a besoin ou encore ce qu'il achète. C'est d'ailleurs ce sac qui permet de différencier un chien d'assistance d'un chien guide d'aveugle qui n'en possède pas. Mais, au-delà de cette aide, le chien est un compagnon au quotidien, un soutien moral, affectif, et constitue un formidable lien avec l'environnement. Il favorise ainsi l'insertion sociale des personnes handicapées.

La loi du 11 février 2005 réaffirme la liberté d'accès à tous les ERP, même du secteur de l'alimentation, pour les chiens guides d'aveugles et les chiens d'assistance. Qu'ils soient en apprentissage avec leur formateur ou définitivement éduqués avec leur maître, ces chiens peuvent accéder gratuitement et sans muselière dans les transports en commun et les taxis, les locaux ouverts au public (commerces, restaurants, salles d'attente des hôpitaux et cabinets médicaux, les lieux de loisirs) et les locaux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.



« Le fait d'interdire l'accès aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité est passible d'une contravention de 3^e classe, soit 150€ à 450€¹⁹ ».

« La présence d'un chien guide d'aveugle ou d'assistance aux côtés de la personne handicapée ne doit pas entraîner de surfacturation supplémentaire dans l'accès aux services et prestations auxquels celle-ci peu prétendre²⁰. »



Pour aller plus loin sur la déficience mentale :

Guide du facile à lire et à comprendre (Unapei) :

http://www.unapei.org/IMG/pdf/Guide_ReglesFacileAlire.pdf

Guide de l'accessibilité des personnes handicapées mentales (Unapei) :

http://www.unapei.org/IMG/pdf/Unapei_Guide_pratique_signalétique_et_pictogrammes.pdf

Guide pratique de la signalétique et des pictogrammes (Unapei) :

http://www.adapei66.org/UserFiles_adapei66/files/Unapei_Guide_pratique_signalétique_et_pictogrammes.pdf

¹⁹Article R241-22, Code de l'action sociale et des familles

²⁰Article 54, Loi n°2005-102 du 11 février 2005



E. Personnes avec des troubles psychiques

La déficience psychique n'affecte pas directement les capacités intellectuelles (c'est en cela qu'on la distingue du handicap mental) et les troubles sont plus ou moins importants. On peut citer notamment les troubles dépressifs graves, les troubles anxieux, les troubles de la personnalité (bipolarité et schizophrénie), les Troubles Obsessionnels Compulsifs (TOC)... En 2014²¹, on estime que 3,3 millions de personnes ont connu une situation de handicap psychique au cours des douze derniers mois. Ce handicap impacte surtout le comportement, la communication et la relation avec autrui. En effet, les personnes atteintes de troubles psychiques rencontrent souvent des problèmes de concentration ainsi qu'une sensibilité au stress supérieure à la moyenne. Ils éprouvent des difficultés à maîtriser leurs émotions et leur comportement. Entrer en communication avec quelqu'un d'inconnu peut être une véritable épreuve. Les événements imprévus génèrent du stress et, potentiellement, des comportements étranges. Comme pour la déficience mentale, c'est l'aide humaine et une attitude adaptée de la part du professionnel qui permettra une qualité d'accueil satisfaisante pour la personne et les autres clients ou usagers. Les personnes atteintes de troubles psychiques ont ainsi principalement besoin d'être rassurées, entendues, prises en charge et de ne pas être bousculées, ni stressées.

a) Quelle attitude adopter ?

- Montrez-vous disponible, à l'écoute et patient, tout en adoptant une attitude rassurante (sans marque de stress, d'agacement ou d'énervement).
- L'interlocuteur peut être stressé sans forcément s'en rendre compte. Dialoguez dans le calme, sans le fixer.
- Ne le contredisez pas, ne faites pas de reproches et rassurez le en cas de problème.
- Soyez précis dans ses propos, au besoin, répétez calmement.
- Laissez la personne s'exprimer jusqu'au bout et laissez-lui le temps de réaction et d'expression.
- Évitez de répéter plusieurs fois la même question.

b) Que faire en cas de crise ?

- Restez calme et posé même si l'agitation de la personne est grande, et montrez-vous rassurant.
- Formulez des phrases courtes avec des mots simples.
- Tentez de focaliser son attention sur un élément environnemental (une image, un objet, un animal...) ou qui lui est familier (son entourage, son domicile...).
- Avec l'accord de la personne, mettez un tiers dans la relation ou la communication, afin de faire tomber la tension.
- Laissez toujours à la personne la possibilité de partir et de revenir.

²¹Chiffres tirés du Bulletin épidémiologique hebdomadaire n°11 – 15 avril 2014



III. Rendre accessible son établissement

Vous disposez au travers la réglementation de tout un arsenal de prescriptions pour rendre votre établissement accessible aux personnes handicapées notamment en ce qui concerne les revêtements des sols et murs, les cheminements verticaux et horizontaux, leur largeur, l'éclairage, l'information, etc. Toutefois, ces prescriptions laissent une large place à la créativité des aménageurs, pour garantir la plus grande diversité possible d'aménagements.

Pour concilier prescriptions et créativité, et apporter une aide, des informations et supports sont, entre autres, disponibles en téléchargement sur le site du ministère ou sur le site de l'AFNOR pour les documents de normalisation :

✦ outil d'autodiagnostic :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Outil-d-autodiagnostic-du-niveau-d.html>

✦ produits répondant aux besoins des personnes handicapées dans les établissements recevant du public :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Pratic-ERP-base-de-donnees-des.html>

✦ panorama des dispositifs locaux d'aide à la mise en accessibilité des commerces :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Panorama-des-dispositifs-locaux-d.html>

✦ locaux des professionnels de santé : réussir l'accessibilité :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-locaux-des-professionnels-de.html>

✦ cafés, hôtels, restaurants et discothèques : réussir l'accessibilité :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Cafes-hotels-restaurants-et.html>

✦ BP X35-075 Accessibilité des établissements recevant du public - Franchissement du dénivelé constitué par une marche d'entrée :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-x35-075/accessibilite-des-etablissements-recevant-du-public-franchissement-du-denivele-constitue-par-une-marche-d-entree/article/785069/fa142546>

✦ NF X50-783 Organismes Handi-Accueillants :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/nf-x50-783/accessibilite-et-inclusion-des-personnes-handicapees-organismes-handi-accueillants-exigences-et-recommandations-pour-l-inclu/article/821134/fa059321>

✦ NF P98-351 Éveil de vigilance - Caractéristiques, essais et règles d'implantation des dispositifs podo-tactiles au sol d'éveil de vigilance à l'usage des personnes aveugles ou malvoyantes :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/nf-p98-351/cheminements-insertion-des-handicapes-veil-de-vigilance-caracteristiques-essais-et-regles-d-implantation-des-dispositifs/article/775517/fa140125>

✦ NF P98-352 Bandes de guidage tactiles au sol à l'usage des personnes aveugles ou malvoyantes ou des personnes ayant des difficultés d'orientation :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/nf-p98-352/cheminements-bandes-de-guidage-tactile-au-sol-a-l-usage-des-personnes-aveugles-et-malvoyantes-ou-des-personnes-ayant-des-diff/article/818613/fa183172>

✦ BP P96-101 Accessibilité aux personnes handicapées - Référentiel de bonnes pratiques sur l'évacuation des personnes handicapées dans les établissements recevant du public :

<http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-101/accessibilite-aux-personnes-handicapees-referentiel-de-bonnes-pratiques-sur-l-evaluation-des-personnes-en-situation-de-handica/article/822591/fa059511>



✦ BP P96-102 Accessibilité aux personnes handicapées - guide de bonnes pratiques sur la gouvernance de la chaîne de l'accessibilité d'un bâtiment et de ses abords :

🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-102/accessibilite-aux-personnes-handicapees-guide-de-bonnes-pratiques-sur-la-gouvernance-de-la-chaîne-de-l-accessibilite-d-un-bati/article/724149/fa169024>

✦ BP P96-103 Recueil de bonnes pratiques sur l'accessibilité des équipements dans le cadre bâti :


🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-103/referentiel-de-bonnes-pratiques-sur-l-accessibilite-des-equipements-dans-le-cadre-bati/article/813573/fa169022>

✦ BP P96-104 Accessibilité aux personnes handicapées - Signalétique de repérage et d'orientation dans les établissements recevant du public :


🔗 <http://www.boutique.afnor.org/norme/bp-p96-104/accessibilite-aux-personnes-handicapees-signalétique-de-reperage-et-d-orientation-dans-les-etablissements-recevant-du-public/article/818346/fa181424>




Documents de référence

 Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, *Le service public : guide de l'accueil des personnes en situation de handicap* [en ligne], Edition Dicom, 2014. Disponible sur :


 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/Guide%20Accessibilité%20Service%20public.pdf>

 CNISAM, *Bonnes pratiques face aux personnes déficientes ou en situation de handicap* [en ligne], 2013. Disponible sur :

 http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/CNISAM%20Fiche%20Bonnes_pratiques%20face%20aux%20PH.pdf

 Ministère des affaires sociales, *Vivre ensemble, guide des civilités à l'usage des gens ordinaires* [en ligne], 2009. Disponible sur :

 http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_vivreensemble.pdf

 MEDDTL, Ministère du travail, de l'emploi et de la santé, *Le chien guide ou le chien d'assistance – le compagnon du quotidien* [en ligne], 2011. Disponible sur :

 http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/chien_guide_16p.pdf

 Comité régional du tourisme Paris Île-de-France, *Accueillir une personne à besoins spécifiques* [en ligne], 2013. Disponible sur :

 <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/Guide%20CRT%20Accueillir%20une%20personne%20à%20besoins%20spécifiques.pdf>

Ce document a été élaboré par la DMA, en collaboration avec :

- APAJH (Association pour Adultes et Jeunes Handicapés)
- CDCF (Conseil du Commerce de France)
- CFPSAA (Confédération Française pour la Promotion Sociale des Aveugles et Amblyopes)
- CGAD (Confédération Générale de l'Alimentation en Détail)
- CGPME (Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises)
- FCD (Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution)
- UMIH (Union des Métiers et Industries de l'Hôtellerie)
- UNAPEI (Union nationale des association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis)
- SYNHORCAT (Syndicat National des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs)



La Délégation ministérielle à l'accessibilité

Elle veille au respect des règles d'accessibilité, coordonne et assure la cohérence des actions menées par le ministère dans ce domaine. Soucieuse d'une meilleure intégration des personnes handicapées, elle veille à créer les conditions du dialogue, par un travail d'écoute et d'échange avec tous les acteurs de l'accessibilité et notamment les associations de personnes handicapées, pour faire émerger les synthèses nécessaires au déploiement de la politique d'accessibilité.

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer
Ministère du Logement et de l'Habitat durable

Secrétariat général
Délégation ministérielle à l'accessibilité

Tour Pascal A
92055 La Défense cedex
Tél. : +33 (0)1 40 81 21 22

www.developpement-durable.gouv.fr - www.logement.gouv.fr

7. Contrats de maintenance des équipements d'accessibilité

8. Description des formations et attestations de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées (ERP des catégories 1 à 4)

9. Documents spécifiques établissement de transport collectif (gares, aéro-gares...)